

AMNESTY

LE MAGAZINE DES DROITS HUMAINS

N° 109
Juin 2022

SOURCE DE CONFLIT

REPORTAGE

La triple malédiction du Mékong

UKRAINE

La guerre sous toutes ses facettes

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



~~MOUAI~~
~~J'HÉSITE~~
SEUL UN OUI
~~PEUT-ÊTRE~~
~~J'SAIS PAS~~
EST UN OUI.

Le sexe sans consentement est un viol.

AMNESTY
INTERNATIONAL 

Impressum : AMNESTY, le magazine des droits humains paraît tous les trois mois. N° 109, juin 2022. AMNESTY est le magazine de la Section suisse d'Amnesty International. En tant que journal généraliste des droits humains, AMNESTY est amené à traiter de sujets qui ne reflètent pas toujours strictement les positions de l'organisation. Amnesty International a adopté un langage épique: plus d'informations sur www.amnesty.ch/epicene **Éditeur :** Amnesty International, Section suisse, 3001 Berne, tél.: 031 307 22 22, fax: 031 307 22 33, e-mail: info@amnesty.ch **Rédaction :** AMNESTY, Rue de Varembe 1, 1202 Genève, tél.: 021 310 39 40, fax: 021 310 39 48, e-mail: info@amnesty.ch **Administration :** Amnesty International, Case postale, 3001 Berne. Veuillez svp indiquer le n° d'identification qui se trouve sur l'étiquette lors de paiements ou de changements d'adresse. **Merci ! Rédacteur en chef :** Jean-Marie Banderet **Journaliste stagiaire :** Olalla Piñeiro Trigo **Rédaction :** Manuela Reimann Graf, Natalie Wenger, Michael Lenz, Jasmin Sarwoko, Nicole Graaf **Corrections :** Barbara Pagés, Marga Voelkle **Ont également participé à ce numéro :** Noémie Chatenoud, Emre Çaylak, Héloïse Détraz, Barbara Pagés, Nadia Boehlen **Diffusion :** membres (dès cotisation de 30 francs par an) **Le magazine AMNESTY est disponible en ligne :** issuu.com/magazineamnestysuisse **Conception graphique :** www.muellerluetolf.ch **Mise en page :** Atoll « îlots graphiques » Catherine Gavin **Impression :** Stämpfli, Berne **Tirage :** 37 300 exemplaires.

www.amnesty.ch



facebook.com/amnesty.suisse



twitter.com/amnesty_suisse

International : www.amnesty.org



www.instagram.com/amnesty_suisse

ÉDITORIAL



© AICH

On l'a ignorée, crue acquise, tant elle est partout. Elle a déterminé la façon dont les humains se sont sédentarisés. Mais au fil du temps, les positions autour de cette ressource essentielle se sont crispées, tantôt parce qu'elle devenait rare, tantôt parce qu'elle suscitait des intérêts contradictoires. L'eau est devenue un enjeu majeur pour les États et les peuples qui en dépendent.

Depuis 2010, l'accès à l'eau est un droit humain. Mais c'est aussi une arme, un puissant moyen de pression. Qui contrôle les voies maritimes peut imposer sa volonté. Qui se situe à la source d'un fleuve a le pouvoir de contrôler tout ce qui se situe en aval, jusqu'à en faire dépendre la survie des personnes qui y habitent. Au Gua-

temala, l'accès à l'eau des autochtones qui vivent aux abords du fleuve Cahabón a été sacrifié sur l'autel du progrès. Deux usines hydroélectriques ont détourné son cours. Scénario similaire le long du Mékong, où des douzaines de barrages pharaoniques laissent asséchées de nombreuses portions du septième plus long fleuve d'Asie. En Afrique du Sud, la pollution et la corruption laissent des villages entiers sans eau potable. En Cisjordanie et à Gaza, celle-ci devient de plus en plus une denrée rare, un phénomène aggravé par l'occupation.

Partout, des individus s'élèvent contre des projets qui menacent leur existence. Un combat pour leurs droits inégal et dangereux face aux intérêts de grandes entreprises ou d'États, mais qui n'en est pas moins, tout comme l'eau, vital.

Jean-Marie Banderet, rédacteur en chef

OUVERTURES

| | |
|-----------------------------------|---|
| Good News | 4 |
| Brèves | 6 |
| Ouverture en image | 8 |
| Opinion | 9 |
| Politique d'asile à deux vitesses | |

POINT FORT

| | |
|--|----|
| Source de conflit | |
| La ruée vers l'eau | 10 |
| « Les conflits pour l'eau ne se résolvent que par la coopération » | 12 |
| Interview avec le chercheur américain Peter Gleick. | |
| Le capitaine du Cahabón | 14 |
| L'activiste Bernardo Caal Xol a passé quatre ans en prison pour avoir tenté de préserver un fleuve sacré pour les Mayas. Portrait. | |
| L'eau occupée | 16 |
| L'accès à l'eau est réparti inégalement entre les villes israéliennes et palestiniennes. Analyse d'un moyen de pression. | |
| La triple malédiction du Mékong | 18 |
| Reportage le long du septième fleuve d'Asie, où une série de barrages pharaoniques redéfinit le cours du Mékong. | |
| Assoiffé-e-x-s par la corruption | 20 |
| L'Afrique du Sud doit faire face à une pénurie d'eau potable. En cause, une mauvaise gestion aggravée par la corruption. | |

ÉCLAIRAGES

| | |
|--|----|
| Turquie | 23 |
| Iels font le sale boulot pour l'Europe | |
| Ukraine | 26 |
| La guerre sous toutes ses facettes | |
| Portrait | 29 |
| La culture à portée de main | |
| Interview culturelle | 30 |
| Dans la tête d'un guérillero | |

ÉCHOS

| | |
|-------------------------------|----|
| BD | 31 |
| Par Gaëlle Vejlupek | |
| Couvertures | 32 |
| Liberté payée au prix fort | |
| Mémoires d'exil | |
| Un carnaval tragique | |
| Couvertures | 33 |
| Perdre racine | |
| Sous le poids de la tradition | |
| Espace fiction | 34 |
| Mai 68 | |

AGIR

| | |
|---------------------------------------|----|
| Les droits des trans en ligne de mire | 37 |
| Le sexe sans consentement est un viol | 38 |
| Survoler les inégalités | 39 |

RAIF BADAWI EST LIBRE !

LIBERTÉ D'EXPRESSION – Raif Badawi a été libéré après plus de dix ans passés derrière les barreaux en **Arabie saoudite**. Le blogueur de 38 ans avait été condamné à dix ans de prison et à 50 coups de fouet hebdomadaires pendant vingt semaines pour « insulte à l'islam ». La cause ? Avoir critiqué l'influence de la religion dans l'État du golfe. La situation de Raif avait provoqué la stupeur internationale lorsqu'il s'était fait flageller au milieu d'une place publique. Sous le feu des critiques, l'Arabie saoudite a renoncé à le fouetter par la suite. Si aujourd'hui Raif est libre, il n'est pas assuré de pouvoir rejoindre sa femme et ses enfants au Canada, où ils habitent aujourd'hui. Le royaume wahhabite lui a interdit de quitter le pays durant dix années. En guise de protestation, sa famille vient de lancer le hashtag #LiftRaifTravelBan pour faire pression sur les autorités.



© Portraits illustrés : André Gottschalk

Les foulards verts sont devenus un symbole : à Bogota, des activistes colombiennes se réjouissent de la décision du Congrès colombien de légaliser l'avortement jusqu'à 24 semaines de grossesse.



DIVERSITÉ À LA COUR SUPRÊME

DISCRIMINATION – Il aura fallu attendre 233 ans pour qu'une femme noire accède enfin au temple du droit américain. Nommée par Joe Biden, la juge démocrate Ketanji Brown Jackson, 51 ans, marque l'histoire des **États-Unis** en rentrant à la Cour suprême. Elle a recueilli le vote de l'ensemble des élu-e-x-s démocrates et de trois républicain-e-x-s. Étant la remplaçante d'un juge progressiste, sa nomination ne changera toutefois pas le rapport de force au sein de cet organe dominé par les conservateurs. Cette haute institution judiciaire n'est pas connue pour sa diversité : seules cinq femmes et seuls deux hommes noirs y ont siégé, sur un total de 115 juges.

LE CONSENTEMENT FAIT PARTIE DES MŒURS EN SUISSE

DROITS DES FEMMES – En avril dernier, Amnesty publiait les résultats d'une enquête menée par l'institut gfs.bern sur la réforme du droit pénal relatif aux infractions sexuelles. Il en ressort que 45 % des personnes sondées se déclare favorable à une réforme de la loi basée sur le consentement (contre 40 % pour des solutions alternatives). Une proportion spécialement élevée chez les femmes, les jeunes et les personnes queer. Si quelques comportements problématiques ont la peau dure – près d'une personne sur cinq interprète un consentement donné une fois par le passé comme étant un consentement à un rapport sexuel présent ; et une personne sur dix pense qu'il s'agit d'un consentement si la personne dort –, il ressort aussi du sondage que la grande majorité des habitant-e-x-s de Suisse affirme faire preuve d'égards dans les relations et les rapports sexuels, notamment en s'assurant du consentement explicite de l'autre personne, en respectant les limites et en refusant d'imposer ou de tolérer des comportements transgressifs.



L'AMÉRIQUE LATINE LÂCHE DU LEST SUR LA QUESTION DE L'AVORTEMENT

DROITS DES FEMMES – Le 15 mars, le Congrès guatémaltèque a abrogé un décret controversé qui aurait aggravé la criminalisation de l'avortement. La nouvelle loi sur l'avortement prévoyait notamment des sanctions drastiques et aurait également été appliquée en cas de fausse couche. Le Parlement, dominé par les conservateurs du président Giammattei, avait adopté la « loi sur la protection de la vie et de la famille » après des années de débats, précisément lors de la Journée internationale des droits des femmes. Cette décision avait déclenché de vastes protestations au **Guatemala** et de vives critiques au niveau international. Le Congrès a finalement annoncé que la procédure législative serait suspendue. En février, la Cour constitutionnelle de **Colombie** avait déjà décidé de dépénaliser l'avortement au cours des 24 premières semaines de grossesse. Jusqu'à présent, cela n'était autorisé que dans certains cas, par exemple après un viol. Avec cette décision, la Colombie devient le sixième pays d'Amérique latine à dépénaliser l'avortement. En septembre dernier, le **Mexique** a dépénalisé l'avortement, en **Argentine**, le Congrès a fait le même pas fin 2020. En **Uruguay**, à **Cuba** et au **Guyana**, la loi autorise déjà l'avortement jusqu'à 12 semaines.

Les hommes homosexuels – comme ce couple de Sud-Coréens photographié lors d'une conférence de presse – sont victimes de discrimination au sein de l'armée.



© Jung Yeon-Je/AFP via Getty Images

RELATIONS HOMOSEXUELLES DANS L'ARMÉE BIENTÔT AUTORISÉES ?

LGBTQIA+ – La Cour suprême de **Corée du Sud** a annulé les condamnations de deux soldats incarcérés en 2017 pour avoir eu des relations homosexuelles consenties alors qu'ils n'étaient pas en service. Boram Jang, chercheuse sur l'Asie de l'Est à Amnesty International, a salué une « victoire importante dans la lutte contre la discrimination subie par les personnes LGBTQIA+ en Corée du Sud ». Ces deux soldats avaient été condamnés respectivement à trois mois et quatre mois de prison (plus un an de mise à l'épreuve) en 2017, lorsque les autorités militaires ont mené une enquête afin d'identifier et de punir les soldats soupçonnés d'avoir eu des relations sexuelles avec des hommes. Plus de 20 soldats ont ainsi été inculpés au titre de l'article 92-6 du Code pénal militaire. La Cour a estimé que si des actes homosexuels avaient eu lieu en dehors de la base, pendant que les soldats n'étaient pas en service et par consentement mutuel, l'article de loi ne s'applique pas. Elle a ajouté que la criminalisation de ces actes bafoue excessivement le droit des soldats à l'autonomie sexuelle et les prive de leurs droits à la non-discrimination, à l'égalité et à la dignité, ainsi que de leur droit de rechercher le bonheur que garantit la Constitution. Cette décision annule également les précédents de la Cour suprême qui avait confirmé les condamnations pour des actes sexuels entre hommes, sans examiner si ces actes avaient eu lieu pendant leur service ou en dehors, et s'ils étaient mutuellement consentis. La Cour constitutionnelle de Corée du Sud va se prononcer, pour la quatrième fois, sur la constitutionnalité de la criminalisation d'actes sexuels consentis entre personnes de même sexe par des membres de l'armée, après avoir statué à trois reprises depuis 2002 que tel est le cas.



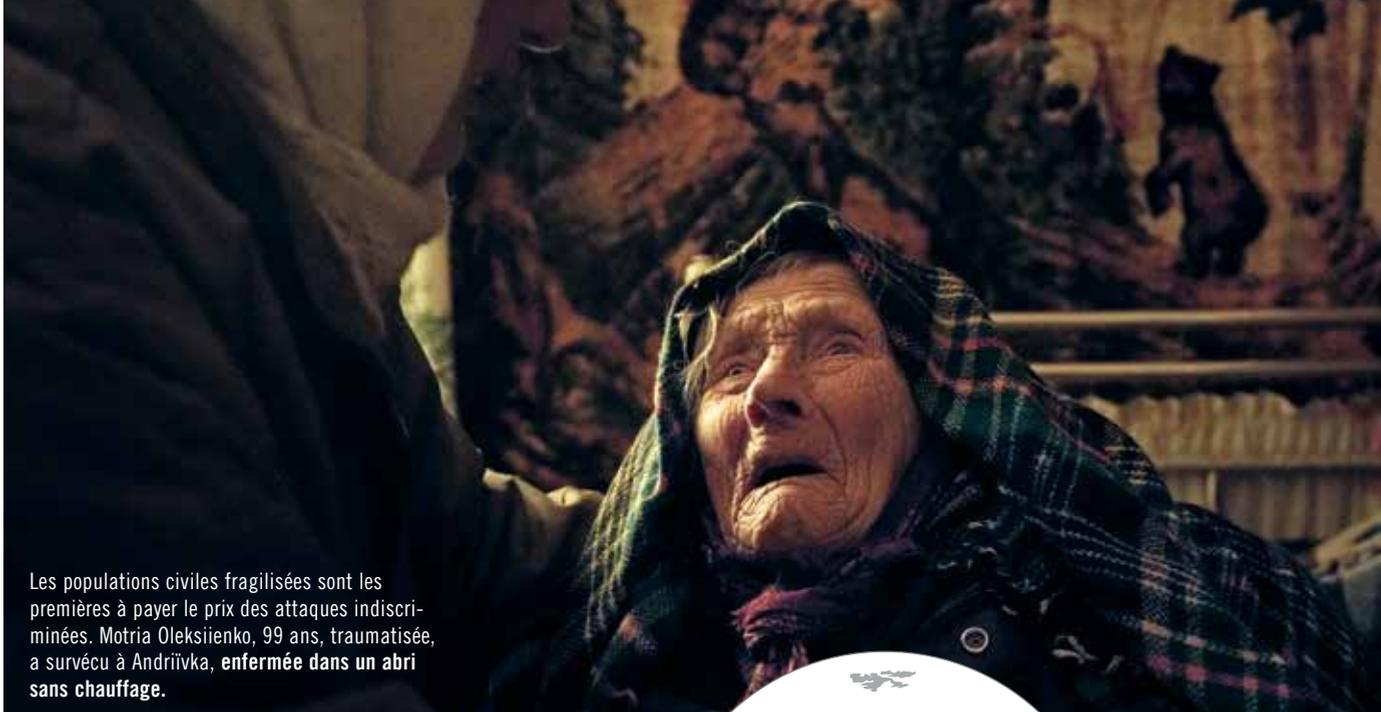
FIN D'UNE LOI TRANSPHOB

LGBTQIA+ – Les droits des personnes transgenres gagnent du terrain au Moyen Orient. Au Koweït, la loi pénalisant « l'imitation du sexe opposé » a été considérée comme anticonstitutionnelle, la justice estimant qu'elle violait la « liberté individuelle ». Cette décision fait notamment écho à l'affaire Maha al-Mutairi. Cette femme trans avait été condamnée en octobre 2021, sous le coup de cette même loi, à deux ans de prison et à une amende de 1000 dinars (environ 3000 dollars). Par le passé, elle avait été arrêtée à plusieurs reprises en raison de son identité, exposée à des violences et abus de la part de la police. Son cas est loin d'être isolé, plusieurs personnes transgenres restant détenues dans le royaume. Pour Lynn Maalouf, directrice adjointe d'Amnesty International pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, il faut passer à la vitesse supérieure. « Les autorités koweïtiennes doivent maintenant veiller à ce que l'article 198 soit abrogé dans son intégralité. »

UN MINEUR ÉCHAPPE À LA PEINE CAPITALE

PEINE DE MORT – Magai Matiop Ngong a été libéré de prison le 22 mars 2022 au **Soudan du Sud**. Il était un élève de secondaire âgé de 15 ans lorsqu'il a été condamné à mort par pendaison le 14 novembre 2017, pour un meurtre qu'il qualifie d'accidentel. Il a passé plus de deux ans et demi dans le couloir de la mort, dont plus de deux alors qu'il était encore mineur. Plus de 765 000 personnes du monde entier ont demandé l'annulation de sa condamnation à mort dans le cadre du Marathon des lettres d'Amnesty. Avec succès.





Les populations civiles fragilisées sont les premières à payer le prix des attaques indiscriminées. Motriia Oleksienko, 99 ans, traumatisée, a survécu à Andriïvka, **enfermée dans un abri sans chauffage.**

© AP/Getty Images

LA POLITIQUE DOIT TRANCHER

SUISSE – Le Tribunal fédéral a confirmé l’acquittement d’un Genevois qui avait été blanchi par le Pouvoir judiciaire genevois dans une affaire de viol. Le Tribunal fédéral ne voit aucune preuve de viol. Il a balayé les arguments de la plaignante qui s’était basée sur la Convention d’Istanbul et s’était référée au principe du consentement explicite : « Seul un oui est un oui ». Le 11 mai, le Tribunal fédéral a donc renvoyé la question au Parlement, pour déterminer si ce principe était applicable. Amnesty International et plusieurs autres organisations et partis demandent l’introduction du principe du consentement dans la révision du droit pénal en matière sexuelle. Un sondage représentatif d’Amnesty International et de gfs.bern a montré que la majorité de la population est également favorable au principe du « Seul un oui est un oui ».

Plus d’informations à ce sujet en page 38.



CRIMES DE GUERRE AUTOUR DE KIEV

UKRAINE – Le 6 mai, Amnesty International a présenté un rapport sur la guerre en Ukraine qui documente les attaques aériennes contre des infrastructures civiles et les exécutions extrajudiciaires qui ont eu lieu dans des villes et villages au nord-ouest de la capitale ukrainienne. Pendant douze jours, les collaborateurs d’Amnesty International ont interrogé des habitant-e-x-s de plusieurs villes et visité des lieux où de nombreuses exécutions avaient eu lieu. À Boutcha et dans plusieurs autres villes, Amnesty International a enregistré 22 cas d’homicides illégaux commis par les forces armées russes – pour la plupart, des exécutions extrajudiciaires. À Borodianka, au moins 40 civils ont perdu la vie lors d’attaques disproportionnées et aveugles : un quartier résidentiel entier a été dévasté et des milliers de personnes se sont retrouvées sans abri. « Les crimes commis par les forces armées russes sur lesquels nous avons enquêté comprennent à la fois des attaques illégales et des homicides volontaires de civils. Nous avons rencontré des familles dont les proches ont été tués lors de ces attaques cruelles et dont la vie sera marquée à jamais par l’invasion russe », a déclaré la secrétaire générale d’Amnesty Agnès Callamard après une visite dans la région, au cours de laquelle elle a rencontré des survivant-e-x-s et des familles de victimes ainsi que des représentant-e-x-s des autorités ukrainiennes.

Pour en savoir plus sur le travail de recherche d’Amnesty International en Ukraine, lire l’article en page 26.

L’ÉTAT D’URGENCE VIOLE LES DROITS HUMAINS



EL SALVADOR – Le 27 mars 2022, l’Assemblée législative du Salvador a décrété l’état d’urgence après avoir reçu des informations faisant état d’une augmentation des homicides commis par des gangs. Depuis lors, plus de 25 000 personnes auraient été arrêtées, et des cas de mauvais traitements et de décès de prisonniers en

détention ont été signalés. Les réformes juridiques mises en œuvre dans le cadre de l’état d’urgence sont contraires aux normes internationales, notamment au droit à l’assistance juridique et au droit d’être informé des motifs de la détention. En outre, les autorités ont introduit des peines d’emprisonnement pour les mineur-e-x-s de 12 à 16 ans pour des cas de banditisme. Elles ont également instauré la possibilité de juger des personnes par contumace (en l’absence de la personne jugée). Désormais, au Salvador, des personnes sont détenues sans nourriture suffisante ou sans air frais si elles sont soupçonnées d’être liées à un gang, et des journalistes finissent derrière les barreaux simplement parce qu’iels couvrent les activités des gangs.

CONTESTATION ÉTOUFFÉE

TURQUIE – L'homme d'affaires et militant des droits humains Osman Kavala a été condamné à la réclusion à perpétuité « aggravée » par un tribunal d'Istanbul le 26 mars. Il comparait devant la Cour spéciale n° 13 dans le cadre du procès du parc Gezi, et était accusé de tentative de renversement de l'État. La lourde peine prononcée à son encontre et les irrégularités qui ont entaché le procès – les autorités de poursuite ont à plusieurs reprises omis de fournir des éléments de preuve pour étayer les accusations de tentative de putsch – laissent penser que celui-ci n'est qu'une manœuvre visant à faire taire les voix indépendantes. À moins que la cour d'appel n'annule ce jugement, Osman Kavala passera le reste de sa vie derrière les barreaux.



REGARD DÉCALÉ PARADE EN DEMI-TEINTE

Comme tous les ans, la Russie a commémoré la fin de la seconde guerre mondiale le 9 mai. Depuis la chute de l'Union soviétique, c'est l'occasion pour le Kremlin de faire étalage de ses forces. Des forces qui ont manifestement été entamées après 75 jours de guerre en Ukraine : le défilé aérien a été annulé à la dernière minute et les chars qui ont traversé la place rouge étaient nettement moins nombreux que l'année dernière. Et pour cause, une bonne partie de ces armes est engagée sur le champ de bataille, et la Russie aurait perdu près d'un tiers de sa flotte de blindés. Mais c'est aussi un révélateur de l'état de ses relations diplomatiques : en 1995, seuls Bill Clinton et John Major avaient fait le déplacement à Moscou, les autres chefs d'État ayant décliné l'invitation en signe de protestation contre la guerre en Tchétchénie. Dix ans plus tard, en 2005, ils étaient une cinquantaine autour de Vladimir Poutine. Cette année, aucun VIP dans les tribunes. JMB

NETTOYAGE ETHNIQUE EN AFRIQUE DE L'EST

TIGRÉ OCCIDENTAL – Depuis fin 2020, la région du Tigré, au nord de l'Éthiopie, est le théâtre de nombreuses exactions qui s'apparentent à des crimes contre l'humanité, ainsi que des crimes de guerre. Amnesty International et Human Rights Watch ont publié un rapport qui fait état d'expulsions systématiques de plusieurs centaines de milliers de civil-e-x-s tigréen-ne-x-s de leur domicile sous la menace, d'homicides illégaux, de violences sexuelles, de détentions arbitraires à grande échelle, de pillages, de transferts forcés et de privation d'aide humanitaire par les forces de sécurité de la région Amhara voisine. Cette campagne coordonnée s'est poursuivie pendant des mois. En mars 2021, plusieurs dizaines de milliers de Tigréen-ne-x-s avaient fui ou avaient été expulsé-e-x-s. Les exactions et les expulsions ont connu une nouvelle escalade en novembre de la même année, quand des personnes âgées ou malades, de jeunes mères et des enfants ont été expulsé-e-x-s, tandis que les forces amharas arrêtaient et plaçaient en détention des milliers d'hommes adultes, abattant ceux qui tentaient de fuir. Les deux organisations à l'origine du rapport demandent la tenue d'enquêtes et l'envoi d'une force internationale de maintien de la paix placée sous l'égide de l'Union africaine.



AVORTEMENT : UN GRAND PAS EN ARRIÈRE ?

ÉTATS-UNIS – Début mai, un projet de décision, qui montre que la Cour suprême des États-Unis est sur le point d'annuler un arrêt historique reconnaissant depuis près d'un demi-siècle le droit à l'avortement, a fuité dans la presse. L'annonce a fait l'effet d'une bombe. La directrice par intérim de la section américaine d'Amnesty dénonce « une violation flagrante des droits fondamentaux qui prive des personnes de l'accès à l'avortement ». Selon le journal *Politico*, qui a donné l'information, l'avant-projet d'une décision majoritaire rédigé par le juge conservateur Samuel Alito, daté du 10 février 2022, doit encore faire l'objet de négociations avant sa publication le 30 juin. Une démarche difficile à comprendre, alors que le droit à l'avortement connaît des avancées dans plusieurs pays. Si l'arrêt est effectivement annulé, les États-Unis reviendraient en arrière en privant les femmes d'un service de santé fondamental et indispensable, et mettraient en danger la vie et la liberté de millions de personnes.



ÇA VOUS PLAÎT ?

Chères lectrices, chers lecteurs,

Les plus fidèles d'entre vous auront certainement remarqué que les « Good News » et les brèves sur cette page ont changé d'aspect. Ces modifications graphiques ont pour but de vous faciliter la lecture en regroupant les textes courts par thème ou par région du monde, grâce à des icônes et des cartes. Nous nous efforçons en permanence de rendre notre magazine attrayant et stimulant – et pas seulement sur le papier. Nous sommes également en train de moderniser la présentation du magazine sur notre site web : venez jeter un coup d'œil sous [amnesty.ch/magazine](https://www.amnesty.ch/magazine). Votre avis est précieux et nous servira d'inspiration pour les changements que nous apporterons au magazine. Nous serions heureux de savoir ce que vous pensez des nouveautés que nous venons d'introduire, mais aussi du magazine dans son ensemble! LA RÉDACTION

Écrivez-nous sur redaction@amnesty.ch ou par courrier à Amnesty International Suisse, Rédaction AMNESTY, case postale, 3001 Berne.



Les talibans sont revenus sur leurs promesses de respecter les droits des femmes en **Afghanistan**. Depuis le mois de mai, les femmes et les filles afghanes doivent de nouveau porter la Burqa en public. Une obligation qui vient s'ajouter aux autres restrictions imposées par les nouveaux maîtres de Kaboul : interdiction de fréquenter les écoles supérieures, de voyager ou de se rendre dans certains lieux publics comme les parcs – si ceux-ci sont aussi ouverts aux hommes. De nombreuses femmes ne veulent pas accepter le retour du voile intégral sans réagir, et protestent courageusement contre ce décret, à leurs risques.

POLITIQUE D'ASILE À DEUX VITESSES

Opinion de **Lea Schlunegger**, juriste chargée de l'asile à Amnesty Suisse.

La guerre en Ukraine a jeté plus de 5 millions de personnes sur les routes de l'exil, selon les estimations publiées fin avril par l'ONU. Face à la gravité de la situation, l'Europe a adopté plusieurs mesures pour faciliter leur accueil. La Suisse aussi participe à cet élan de solidarité : en deux mois, elle a accueilli plus de 40 000 personnes fuyant les bombes russes.

Pour la première fois, la Confédération a activé le statut de protection spécial S, qui accélère et simplifie la procédure d'accueil. Il permet aux personnes éligibles de travailler immédiatement, ou de choisir leur canton d'accueil. Celles-ci ont aussi pu bénéficier de la gratuité des forfaits téléphoniques et des transports publics, d'un regroupement familial facilité ou d'une dérogation à l'obligation de remettre les devises et objets de valeur qui dépassent 1000 francs à leur arrivée. Des dispositions qui manquent cruellement aux réfugié-e-x-s en provenance d'autres coins du globe et que les ONG réclament depuis longtemps. On est en droit de se demander pourquoi cette même volonté politique n'a pas eu lieu quand les bombardements ont détruit la Syrie ou que les talibans ont pris le pouvoir en Afghanistan.

Jusqu'en février 2022, les politiques migratoires des États membres de l'UE avaient tendance à miser sur le cloisonnement, la défense et la dissuasion. Des personnes réfugiées en provenance d'Afghanistan, de Syrie ou d'Irak avaient été renvoyées en plein hiver dans les forêts du Bélarus, laissant certaines mourir de froid et de faim sous nos yeux, tandis que des bateaux pleins à craquer sont arrêtés en Méditerranée par les différents organismes chargés de garder les frontières. À en croire le Secrétariat d'État aux migrations (SEM), la Suisse n'est plus un pays de destination, mais est devenue un lieu de transit. Une baisse des demandes qui s'explique par le manque d'attractivité de la Suisse, également entretenu par sa politique d'asile restrictive. Application rigoureuse des

accords Schengen/Dublin, statut incertain et avec des droits limités pour les permis F, procédures d'asile rapides pour les personnes issues des Balkans et de nombreux pays africains... la Confédération a tout fait pour décourager les candidat-e-x-s à l'asile. Et pourtant, la Suisse n'a absorbé que 2 % des quelque 650 000 demandes d'asile déposées en Europe en 2021, selon les chiffres du SEM. Une goutte d'eau à l'échelle européenne.

Rien de surprenant donc que de nombreuses voix s'élèvent pour s'étonner de l'accueil facilité des réfugié-e-x-s en provenance d'Ukraine. Il est désormais urgent d'accorder ces mêmes droits à d'autres réfugié-e-x-s qui ne peuvent pas retourner dans leur pays d'origine. Les ONG le demandent depuis des années ; les développements actuels nous montrent que c'est possible.

Je souhaite que nous, activistes, défenseur-e-x-s des droits humains, ONG, puissions inciter nos politicien-ne-x-s à changer de mentalité. Que nous leur montrions que nous le pouvons si nous le voulons. Que nous voulons être une société dans laquelle toutes les personnes qui ont vécu des choses terribles – indépendamment de leur origine, de leur nationalité, de leur sexe, de leur religion ou de leur couleur de peau – puissent trouver la protection dont elles ont besoin. |

La ruée vers l'eau



Ce n'est que depuis 2010 que l'accès à l'eau est officiellement reconnu comme un droit humain. De plus en plus rare, l'or bleu est devenu un enjeu crucial dans de nombreux contextes : il déclenche ou attise des conflits armés, prive des populations entières de leurs moyens de subsistance, suscite les convoitises d'entreprises privées...



« Les conflits pour l'eau ne se résolvent que par la coopération »

▷ **AMNESTY:** Quelques jours seulement avant l'invasion de l'Ukraine, les forces armées russes ont fait sauter la digue construite par les autorités ukrainiennes qui privait d'eau la péninsule de Crimée depuis 2014. Quel rôle joue l'eau dans la guerre en Ukraine ?

◁ **Peter Gleick:** La question de l'eau n'a pas déclenché la guerre, qui a des causes politiques, idéologiques et historiques. Mais elle est un enjeu central dans ce conflit. On ne cesse de s'en rendre compte: lorsque la Russie a annexé la

On assiste ces dernières années à une multiplication des conflits liés à l'eau. Selon Peter Gleick, expert des questions sur l'eau et fondateur de l'ONG *Pacific Institute*, cela tient à la demande économique croissante, à l'augmentation de la population mondiale et surtout au changement climatique. Une entente internationale est indispensable.

Propos recueillis par Natalie Wenger

Crimée en 2014, l'Ukraine a bloqué le canal au nord de la péninsule, faisant chuter de 80 % son approvisionnement en eau. Cette année, la Russie a contre-attaqué et détruit la digue pour rétablir l'irrigation de la Crimée.

▷ **À Marioupol, les attaques aériennes ont conduit à des ruptures dans l'alimentation en eau et en électricité. L'eau est-elle devenue une arme dans la guerre moderne ?**

◁ Les guerres de l'eau ont une histoire millénaire. On distingue trois cas de figure: l'accès à l'eau ou son contrôle sont à l'origine du conflit – surtout dans les régions où cette ressource est rare –, mais celui-ci s'élargit ensuite; l'accès à l'eau est utilisé comme arme dans des guerres menées pour d'autres motifs; une « guerre de l'eau », dans laquelle l'accès à l'eau est le seul objectif du conflit. Les attaques contre les réseaux d'alimentation en eau en Ukraine en sont des exemples. Lorsqu'elles sont intentionnelles, ces attaques contre les systèmes de distribution des villes sont contraires au droit international. Les Conventions de Genève de 1949 et leur Protocoles additionnels de 1977 interdisent expressément de porter atteinte aux infrastructures civiles, médicales et agricoles, dont l'approvisionnement en eau.

▷ **Quels sont aujourd'hui les principaux problèmes liés à l'eau ?**

◁ Le plus grave, peut-être, c'est que l'on ne se préoccupe absolument pas d'agir pour que chacun sur cette terre ait accès à une eau salubre et à des installations sanitaires. C'est inexcusable, car nous savons le faire et en aurions les moyens. Pourtant, 800 millions de personnes sur terre n'ont toujours pas



© Pacific Institute

Peter Gleick est un chercheur américain, expert des questions sur l'eau et fondateur de l'ONG *Pacific Institute*.

accès à l'eau potable. Plus de deux milliards ne possèdent pas d'installations sanitaires adéquates. Le manque d'eau douce et d'infrastructures de distribution engendre maladies et pauvreté; il génère des troubles sociaux et des soulèvements violents contre les gouvernements responsables de fournir ces services. Il y a aussi le problème de l'alimentation des écosystèmes nationaux, celui du changement climatique, de la qualité de l'eau...

▷ Les conflits pour l'eau vont-ils encore augmenter ?

◁ La mauvaise nouvelle, c'est qu'ils sont de plus en plus nombreux. Sans doute en partie parce que ces situations sont mieux documentées et qu'on sait mieux interpréter les données. Mais les chiffres n'en sont pas moins le reflet d'un vrai problème. Avec la croissance démographique, le développement économique et les conséquences du changement climatique, l'eau se raréfie et cela attise les conflits. En Iran ou en Inde, les paysans et les citadins se battent pour le contrôle de l'eau en période de sécheresse. Sur le plan international, citons les conflits entre le Yémen et l'Arabie saoudite, la Syrie et l'Irak, l'Égypte et l'Éthiopie. Et maintenant, l'Ukraine et la Russie. Ces dernières années, les attaques contre les infrastructures civiles d'approvisionnement en eau se sont multipliées. L'État islamique s'est emparé des grands barrages sur le Tigre et l'Euphrate et les a utilisés comme arme contre les populations civiles, en assoiffant les villes et les villages situés au bord des fleuves ou en les inondant.

▷ Quels facteurs aggravent les risques de conflits liés à l'eau ?

◁ Nous voyons davantage de conflits dans les pays dont les institutions sont affaiblies, où les ressources ne sont pas gérées de manière durable, où la législation ne prévoit pas une répartition équitable de l'eau. Le changement climatique aggrave la situation. Les ressources en eau de la planète – surtout les fleuves – traversent souvent des frontières. Dix pays africains se partagent les eaux du Nil, le Colorado marque la frontière entre les États-Unis et le Mexique. Tous les grands fleuves d'Europe sont exploités en commun par deux pays ou plus. Il y a moins de risque qu'un conflit éclate là où il existe des accords sur le partage des ressources en eau, où elles sont équitablement réparties entre les pays, où les institutions chargées de gérer leur utilisation sont plus solides.

▷ De nombreux pays utilisent les cours d'eau qui traversent des frontières – en particulier les fleuves – comme moyen de pression dans les négociations internationales. Les pays en amont sont clairement en position de force.

◁ La Convention des Nations Unies sur le droit relatif aux utilisations des cours d'eau transnationaux demande explicitement que les pays situés en aval bénéficient d'un accès sécurisé à l'eau. Les pays en amont doivent échanger des informations et des données avec les pays en aval. Les conventions qui fixent les droits et les obligations de tous les États riverains d'un fleuve international commun facilitent la coopération. Nous le voyons dans le cas de l'Indus, du Colorado, du Rhin.

Malheureusement, pour de nombreux fleuves, il n'existe toujours pas de convention reconnue. Lorsque les pays en amont refusent un accord, c'est la porte ouverte aux conflits. Comme la Turquie n'a jamais voulu négocier une convention formelle exhaustive sur les fleuves Tigre et Euphrate, cela crée des tensions avec la Syrie, l'Irak et l'Iran. L'Égypte et le Soudan ont conclu en 1959 une convention sur le Nil, mais les pays situés en amont ne l'ont jamais adoptée. L'Éthiopie a construit un grand barrage qui risque d'impacter le débit du fleuve en direction de l'Égypte, et c'est devenu un motif de discord. La situation s'améliorerait grandement si les parties s'accordaient sur la répartition des ressources limitées du Nil. Les conflits pour l'eau ne se résolvent que par la coopération.

▷ Comment faire cesser ces conflits ?

◁ Les conflits sont souvent liés aux conditions économiques: on peut les atténuer en fournissant alimentation et ressources agricoles pour diminuer les coûts de la sécheresse. Il faut également privilégier la résolution diplomatique des désaccords. La communauté internationale doit en faire davantage pour protéger les populations civiles et les infrastructures d'approvisionnement en eau. Des lois ont certes été instaurées pour garantir cette protection, mais elles n'ont jamais été appliquées de manière adéquate par les juridictions pénales internationales. Le plus important est de veiller à ce que tous les êtres humains aient accès à une eau salubre et à des installations sanitaires. Satisfaire ces besoins fondamentaux – ce que garantit le droit à l'eau – pourrait être la solution pour ramener la paix dans de nombreux conflits liés à l'eau. |

« Le plus grave, peut-être, c'est que l'on ne se préoccupe absolument pas d'agir pour que chacun sur cette terre ait accès à une eau salubre et à des installations sanitaires. »

Le capitaine du Cahabón

Détenu pour avoir protesté contre la construction d'une usine hydroélectrique au Guatemala, Bernardo Caal Xol vient d'être libéré. Portrait d'un homme à la confluence des luttes, engagé pour l'environnement et la communauté maya q'eqchi'. Par Olalla Piñeiro Trigo



© GUIZIOU Franck/Keystone



© Simone Dallmaso

L'activiste guatémaltèque a passé près de quatre ans derrière les barreaux pour son action en faveur de l'environnement et des peuples autochtones mayas.

«Je me suis baigné dans le Cahabón. Mon corps et mon esprit en avaient besoin, comme une sorte de guérison.» C'est de cette façon que Bernardo Caal Xol a célébré sa libération. Cela fait 25 jours que cet activiste guatémaltèque de 50 ans est sorti de prison. «Les conditions étaient insalubres. La cellule était surpeuplée et la chaleur étouffante. Mais la vraie torture, c'était de ne pas pouvoir sortir à l'air libre durant huit mois, à cause du COVID. Avec votre lit comme seul espace de vie», se souvient-il péniblement.

Fatigué, son besoin de récupérer après quatre années d'incarcération ne semble pas chambouler son rythme de vie. Quatre heures du matin ; Bernardo répond au pied levé à la demande d'interview. «Dans nos communautés on se lève même plus tôt, on y est habitués, vous savez», rigole Isabel Matzir, sa compagne depuis vingt ans, militante elle aussi. Il s'agit de la communauté maya q'eqchi', une population autochtone du Guatemala, principalement établie dans le centre du pays. C'est pour avoir défendu ses droits que cet enseignant et papa de deux adolescentes a été condamné à sept ans de prison. Il passera finalement quatre années derrière les barreaux, libéré pour «bonne conduite». Mais les charges retenues contre lui n'ont pas été levées.

Bernardo s'est opposé à la construction de deux centrales du projet hydroélectrique Oxec sur un affluent du Cahabón. Ce fleuve de 196 kilomètres qui traverse le territoire q'eqchi' est sacré dans la religion maya, mais il est plus que cela. «Nous dépendons énormément du Cahabón comme source d'eau et d'approvisionnement. À force que des entreprises pompent le fleuve et dévient son cours, l'écosystème est altéré et des villages entiers se sont retrouvés sans eau.»

Militant dans l'âme | La communion avec la nature, le rôle vital de l'eau, le soin apporté à l'environnement, Bernardo baigne dans ces valeurs depuis l'enfance, lui qui a grandi dans les montagnes boisées de l'Alta Verapaz, aux pieds des champs de maïs. «Ma famille m'a inculqué l'amour et le respect de la nature. Un jour, ma maman s'est coupée en travaillant dans la plantation et s'est frottée avec une plante pour se soigner. Nous avons de vastes connaissances sur la nature et les plantes médicinales.»

À cette sensibilité, s'ajoute un penchant pour la justice sociale. Petit-fils de modestes cultivateurs de café qui «ne savaient ni lire, ni écrire», Bernardo grandit dans un environnement où les écoles, les routes et l'électricité sont rares, si ce

n'est absentes. Les chiffres de l'Institut national de la statistique (INE) font frémir : l'Alta Verapaz est le département du Guatemala le plus frappé par la pauvreté. Près du 80 % de sa population vit dans la précarité, plus de la moitié est touchée par l'extrême pauvreté. Seulement 27 % de sa population a accès à l'eau potable dans son foyer. « Nous sommes totalement abandonnés par les politiques publiques. Nous faisons face à l'exclusion sociale et au racisme d'État, hérité de la colonisation », s'insurge le défenseur des droits humains.

Cette fibre sociale, il la nourrit durant ses études d'enseignant à Cobán, chef-lieu de la région. Il en profite pour faire des allers-retours jusqu'à la capitale, où il suit des formations ainsi que des ateliers sur les droits humains et les luttes collectives. C'est dans ce contexte qu'il rencontre une femme qui lui « tape dans l'œil », Isabel. « Nous, les Mayas, sommes un peuple invisibilisé. Nos droits sont déniés, celles et ceux qui protestent sont persécutés ou assassinés », déplore la militante. « La résistance de nos ancêtres face à la colonisation nous a inculqué cet esprit de lutte. C'est pour ne pas rester les bras croisés que nous nous éduquons. J'ai trouvé en Bernardo un allié. »

De retour dans la municipalité de Santa María Cahabón, Bernardo entreprend plusieurs changements : l'année de ses 25 ans, il fonde une école. Il fait aussi construire des routes bétonnées pour faciliter le transport et parvient à faire acheminer l'eau potable dans les foyers. Il devient peu à peu la voix de la communauté q'eqchi', propulsé sur le devant de la scène « par défaut », parce qu'il parle espagnol. « Ici, beaucoup de personnes ne savent pas parler cette langue. Mais c'est essentiel pour porter nos revendications et obtenir gain de cause auprès des autorités. »

Le refus de se taire | C'est donc sans surprise que Bernardo se retrouve en première ligne des protestations de 2015 contre l'entreprise Oxec. Celle-ci avait fait abattre 15 hectares de forêt pour construire deux barrages, sans consulter les peuples autochtones concernés – comme le stipule pourtant la convention 169 de l'Organisation internationale du travail sur la protection des peuples indigènes et tribaux. « Une entreprise étrangère vient s'installer sur des terres qui ne lui appartiennent pas, sans consulter les personnes directement impactées par ses activités. C'est un vrai déni de notre identité », dénonce non sans ironie Bernardo. Il a porté plainte contre l'entreprise et obtenu gain de cause : la Cour constitutionnelle a reconnu que les communautés n'avaient pas été correctement consultées, sans pour autant suspendre le projet. Déterminées à se faire entendre, 195 municipalités ont mené leur propre consultation en 2017, au cours de laquelle 26 537 personnes ont rejeté le projet de barrage, et seules 12 ont voté pour. Pour obtenir leur appui, l'entreprise

a ensuite promis à certaines communautés de leur allouer des montants annuels, mais aussi de soutenir financièrement la construction d'écoles, d'églises et d'hôpitaux. Mais avec une contrepartie : ne pas nuire au développement du projet. « L'entreprise profite de la corruption et de la pauvreté pour son business. Elle se substitue à l'État, en leur offrant des infrastructures basiques. Comment voulez-vous qu'ils refusent ? »

À force de protestations, de recours et de rencontres avec les médias, Bernardo dérange. Il n'est pas directement menacé, mais n'est pas épargné par les campagnes publiques de diffamation, ni par les intimidations : des flyers arborant sa photo sont placardés un peu partout, et une photo de sa maison a même été diffusée sur les réseaux sociaux. Il perd aussi son poste d'enseignant après 18 ans de carrière.

L'activiste est arrêté fin 2018, accusé d'avoir volé du matériel de chantier et violenté quatre employés d'un sous-traitant de l'entreprise. Des accusations que Bernardo nie en bloc. « Au Guatemala, il n'y a aucune justice. J'ai été emprisonné pour un crime que je n'ai pas commis ; mais combien sont emprisonnés à tort ? Ce sont des anonymes. » L'Amérique latine est le continent où la répression contre les défenseur-e-x-s des droits humains est la plus élevée. Selon l'ONG Global Witness, sur les 227 assassinats d'activistes survenus en 2021, 165 ont visé des latino-américain-e-x-s. Dont un tiers fait partie de peuples autochtones. Rien qu'au Guatemala, l'Unité de protection des défenseurs et défenseuses des droits humains a répertorié pour la même année 1004 agressions, 15 meurtres et 22 tentatives d'assassinat.

La prison ne fait pas fléchir Bernardo : il consacre ces quatre années d'emprisonnement à s'instruire à travers la lecture et, surtout, à rédiger des lettres pour dénoncer l'injustice qu'il subit. Ses proches les partagent ensuite sur les réseaux sociaux. C'est grâce à sa persévérance et à l'engagement de sa communauté que son cas trouve des échos hors du Guatemala : Amnesty International le reconnaît comme prisonnier d'opinion, Greenpeace dénonce un procès inéquitable. Ce qui n'empêchera toutefois pas l'implantation des deux centrales hydroélectriques, qui ont obtenu les permis de construction nécessaires.

Désormais libre, Bernardo est occupé entre sa famille, sa thérapie et ses rendez-vous médicaux pour soigner une hernie. Avant de chercher du travail, il dit vouloir prendre le temps d'écouter le chant des oiseaux, de respirer l'air frais des montagnes et de visiter les fleuves du vaste territoire q'eqchi'. Et la lutte ? Sa détention ne l'a pas fait capituler, elle n'a fait au contraire que renforcer ses convictions. Le défenseur des droits humains prévoit déjà de faire le tour de sa communauté pour raconter son histoire et celle du Cahabón. Car il n'est pas près de se taire. |

L'eau occupée

Dans les territoires palestiniens occupés, l'accès à l'eau est inégalement réparti. Une situation qui a de lourdes répercussions sur la vie quotidienne et la santé de la population. Par Manuela Reimann Graf

« Juste de l'autre côté, on peut voir la colonie israélienne avec ses piscines, ses pelouses vertes et ses jardins fleuris – alors qu'ici, nous devons économiser chaque goutte d'eau pour faire pousser nos légumes », raconte Rania Suheir* en montrant du doigt le paysage sec et vallonné. Elle travaille à la ferme Om Sleiman, un petit projet agricole de permaculture en Cisjordanie. Grâce à des méthodes de culture proches de la nature, l'équipe palestinienne essaie non seulement d'utiliser les maigres ressources disponibles de la manière la plus écologique possible pour proposer des aliments biologiques locaux, mais aussi de sensibiliser la population locale à la culture durable. « L'eau est l'un de nos principaux problèmes. Nous ne savons pas comment payer les taxes exorbitantes. »

La région est classée semi-aride, ce qui signifie que l'eau est rare, mais qu'il y en a. Car sous les terres de Cisjordanie se trouve l'aquifère de montagne, un immense réservoir d'eau souterraine. Les températures moyennes n'ont cessé d'augmenter au cours des dernières décennies et la quantité

d'eau de pluie a diminué. Selon le PNUE – Programme des Nations Unies pour l'environnement –, la moitié des puits de Cisjordanie sont déjà à sec. L'augmentation de la population ne fait qu'aggraver la pénurie d'eau. Du moins pour les quelque trois millions de Palestiniens·ne·x·s.

Pas de problème écologique | Depuis le début de l'occupation en 1967, Israël contrôle toutes les ressources en eau dans les territoires occupés. Avec les accords d'Oslo de 1995, on semblait s'orienter vers une égalité dans la répartition des ressources en eau. « Mais cet accord, prévu pour une durée de cinq ans, a cimenté les rapports de force », explique Michael Lynk, le rapporteur spécial de l'ONU sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés, qui vient de terminer son mandat. Ce territoire est parsemé de colonies toujours plus nombreuses, et contient également la majorité des terres agricoles et des sources d'eau. Le gouvernement israélien y garde aujourd'hui encore le contrôle. Dans les accords d'Oslo, Israël s'est vu attribuer 80% de l'eau provenant de l'aquifère de montagne. « Les Palestiniens ne manquent pas d'eau pour des raisons écologiques », souligne le professeur de droit constitutionnel et des droits humains. « C'est l'occupation qui a établi un système de distribution injuste. »

Jusqu'à ce jour, l'eau reste presque entièrement entre les mains d'Israël, ce qui entraîne des inégalités flagrantes. Alors que les citoyen·ne·x·s israélien·ne·x·s ont toujours suffisamment d'eau en Israël et dans les colonies, les autorités militaires israéliennes limitent l'accès de la population palestinienne dans les territoires occupés par le biais



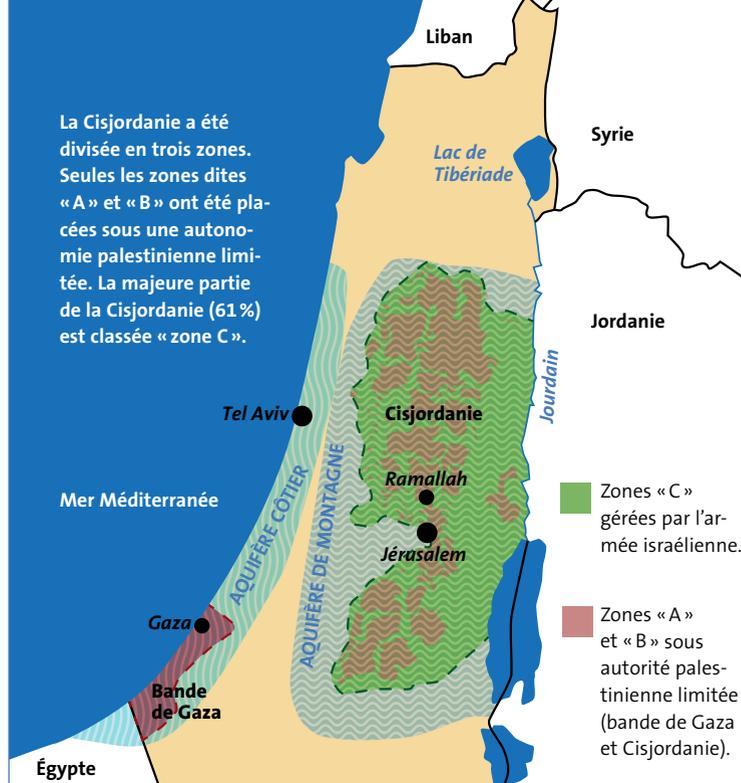
Plus d'un demi-million de personnes n'ont pas accès à l'eau potable en Cisjordanie. En cause, notamment, les restrictions dues à l'occupation qui obligent les canalisations à suivre les frontières administratives.

d'ordres militaires. L'armée israélienne ne délivre presque jamais d'autorisations pour de nouvelles pompes, puits ou autres infrastructures. Même la collecte de l'eau de pluie est interdite dans la plupart des régions de Cisjordanie. L'armée israélienne détruit régulièrement des citernes ou des bassins d'eau de pluie. La ferme Om Sleiman prévoit également de construire un bassin de collecte d'eau de pluie dès qu'elle aura récolté suffisamment de dons. « Chaque infrastructure que nous construisons risque d'être détruite par l'armée israélienne », explique Rania Suheir.

Aucun développement possible | Selon l'ONU, 660 000 Palestiniens de Cisjordanie n'ont qu'un accès limité à l'eau, et près de 420 000 personnes consomment en moyenne moins de 50 litres par jour et par personne. Une quantité bien inférieure aux 100 litres recommandés par l'OMS. Selon l'organisation israélienne de défense des droits humains B'Tselem, le prix de l'eau que la population palestinienne doit acheter est jusqu'à huit fois plus élevé que celui des colonies. Rania Suheir estime également que la ferme Om Sleiman paie son eau environ trois fois plus cher que la colonie d'en face.

Du point de vue du gouvernement israélien, c'est surtout l'Autorité palestinienne qui est responsable des problèmes d'eau, car elle ne répare pas les conduites qui fuient et n'investit pas dans des stations d'épuration. Il y aurait également beaucoup de vols d'eau. Michael Lynk dément : « Les autorités palestiniennes ont certes une responsabilité dans les lieux qu'elles administrent, mais la responsabilité finale incombe à Israël. Le droit international dit clairement que la puissance occupante est tenue d'administrer les territoires qu'elle contrôle dans le meilleur intérêt de la population occupée. Cela implique que les Palestiniens aient accès à l'eau potable. » Le morcellement de la Cisjordanie et son occupation empêchent la construction de routes et la mise en place d'un approvisionnement stable en énergie et en eau, car ces infrastructures traversent la zone C, contrôlée par Israël, et nécessitent donc des autorisations.

Une autre source d'eau dans la région est le Jourdain, qui relie les montagnes du Liban à la mer Morte. Mais l'eau du fleuve reste inaccessible pour les Palestiniens de Cisjordanie : la quasi-totalité de la vallée fertile du Jourdain est sous contrôle israélien, parsemée de colonies et de zones militaires interdites. Il est défendu aux Palestiniens de l'utiliser ou d'y séjourner. Israël détourne 95 % de l'eau du Jourdain au niveau du lac de Tibériade, dans le nord du pays, avant même qu'elle n'atteigne la Cisjordanie. Dans les années 1960, l'État hébreu avait construit un système de canaux de 130 kilomètres de long qui achemine l'eau du lac vers Israël. Les



Sources : UNEP, OCHA ; Palestinian Academic Society for the Study of International Affairs - Jerusalem (PASSIA), Applied Research Institute - Jerusalem (ARI). Conception graphique © muellerluetolf.ch

conséquences pour la mer Morte sont dramatiques : depuis des années, le niveau de l'eau baisse d'un mètre par an. Résultat, les eaux souterraines des régions environnantes s'écoulent en direction de la mer Morte. La pénurie d'eau va donc encore s'aggraver en Cisjordanie.

Eau dangereuse à Gaza | La situation est encore pire dans la bande de Gaza, densément peuplée et qui compte environ 2 millions d'habitants. Ici aussi, l'eau provient d'une nappe phréatique, qui s'étend le long de la côte, d'Israël jusqu'à la frontière égyptienne. Pourtant, selon la Banque mondiale, seule 1 % de la population de Gaza a accès à une eau potable répondant aux normes de l'OMS. En effet, en raison d'une surexploitation massive, l'eau de mer pénètre depuis des années dans l'aquifère côtier, entraînant une salinisation et une hausse des taux de nitrate – avec les conséquences que cela implique pour la santé. La population est contrainte d'utiliser une eau de mauvaise qualité, responsable de plus d'un quart de toutes les maladies à Gaza. Plus de la moitié des enfants souffrent de diarrhées. Les taux élevés de nitrates sont nocifs pour la santé et entraînent des troubles du développement cérébral et de la croissance chez les enfants.

Au cours des dernières années, les différentes attaques aériennes sur la bande de Gaza ont en outre détruit de nombreuses canalisations. En raison du blocus, il est pratiquement impossible d'importer des matériaux de construction à Gaza, et donc de réparer les installations détruites ou d'en construire de nouvelles. Les coupures d'électricité permanentes empêchent souvent les pompes et les installations de traitement des eaux usées et de dessalement de fonctionner. Ainsi, selon l'ONU, 90 % des ménages de la bande de Gaza doivent acheter de l'eau à un prix très élevé. |

* Le nom a été modifié pour protéger la personne.

Les nombreux barrages sur le **Mékong** ont complètement modifié le paysage : les lacs succèdent à des portions asséchées. Et l'impact sur les moyens de subsistance des riverains est très élevé.

© LightRocket via Getty Images

La triple malédiction du Mékong

Ces dernières années, des dizaines de barrages ont été construits sur le Mékong, en Asie du Sud-Est, et d'autres sont en chantier. Leur impact sur l'environnement et la population conduit à des crises qui vont en s'aggravant. Par Michael Lenz, correspondant indépendant pour l'Asie du Sud-Est

Le 26 avril, Ly Chandaravuth avait prévu de remonter à vélo l'avenue qui mène du monument de l'indépendance à Phnom Penh jusqu'à la confluence du Tonlé Sap et du Mékong, un bon kilomètre plus loin. « Par cette action, nous voulions rendre hommage au militant de la cause environnementale Chut Wutty, assassiné il y a dix ans », raconte Ly Chandaravuth, joint par téléphone dans la capitale cambodgienne. La manifestation à vélo n'a pas eu lieu. Les huit activistes de « *Mother Nature Cambodia* » (MNC) ont été arrêté-e-x-s par la police et détenu-e-x-s pendant plusieurs heures.

L'organisation de protection de l'environnement MNC lutte contre le déboisement massif et illégal des dernières forêts, l'extraction des sables du Mékong et les barrages. Le régime autocratique khmer l'a donc dans le collimateur. Opposition politique interdite, mise au pas des médias et surveillance stricte des organisations non gouvernementales, le premier ministre Hun Sen ne tolère aucune contestation. MNC continue à défier Hun Sen, même après l'expulsion de son fondateur Alejandro Gonzalez-Davidson en 2015, suite à des manifestations contre la construction de la centrale hydraulique Chhay Areng et l'arrestation et la condamnation de militant-e-x-s. Ly Chandaravuth lui-même n'a été libéré que sous caution.

Le fleuve Mékong, long de 4350 kilomètres, va mal. Depuis quatre ans, la situation est catastrophique en raison d'une combinaison de facteurs : sécheresse, changement climatique

et multiplication des barrages pour la production d'électricité. Avec des conséquences désastreuses pour les quelque 70 millions de personnes qui vivent de la pêche et de l'agriculture, et dont la subsistance est menacée.

Développement sauvage | Onze barrages en Chine et deux au Laos retiennent les eaux pour les besoins de centrales hydrauliques construites pour satisfaire l'appétit en électricité de la Chine et de la Thaïlande. En comptant ceux des affluents, 400 barrages sont actuellement en activité, en construction, ou à l'état de projet. Rien qu'au Laos, sept autres barrages devraient surgir sur le cours principal du Mékong ces prochaines années.

L'impact des barrages est observé depuis longtemps par des scientifiques. Faute de données chinoises, il est difficile de faire des constats précis. Les autorités chinoises ont certes promis à de nombreuses reprises aux sept États riverains du Mékong une coopération pour la gestion du fleuve, promesses qui sont restées lettre morte. Une inertie à laquelle il faut ajouter la corruption, répandue dans tous les États le long du Mékong. Les lois en vigueur sur la protection des populations et de l'environnement sont interprétées de façon laxiste, ou simplement ignorées.

Tout de même, en mars 2020, le Cambodge a édicté un moratoire de dix ans sur la construction de barrages pour les centrales hydrauliques sur sa portion du Mékong, bien que le

pays manque cruellement d'électricité. Selon les indications du gouvernement de Phnom Penh, il s'agirait désormais de miser sur l'énergie solaire et les importations de charbon et de gaz liquide.

La sécurité alimentaire en danger | Le Cambodge est le pays le plus affecté par les problèmes du Mékong, car il est dépendant de ses eaux, pour le meilleur et pour le pire, ainsi que de celles du lac et fleuve Tonlé Sap. Les crues annuelles durant la saison des pluies inondent presque tout le royaume. Au début de la saison sèche, après des mois passés sous l'eau, les sols sont fertiles et les eaux très poissonneuses.

Mais ça, c'était autrefois. Les stocks de poisson ont dramatiquement chuté. D'une part en raison de la surpêche, de l'autre à cause de la sécheresse et des barrages. Quatre espèces de poissons du Mékong remontent le fleuve pour frayer, mais les barrages leur coupent la route. En 2020, selon le gouvernement, la quantité de poissons pêchés équivalait à 413 000 tonnes, soit 111 000 tonnes de moins que l'année précédente. C'est une bombe à retardement pour la sécurité alimentaire des Cambodgien-ne-x-s, dont l'apport en protéines provient essentiellement du poisson. Le pays est déjà contraint d'en importer de ses voisins, le Vietnam et la Thaïlande.

Dans la région de Phnom Penh, l'agriculture et la pêche souffrent en plus des dépôts du sable charrié par le Mékong, en provenance des nombreux lacs (60%) et des zones humides (40%). Une fois de plus, les populations pauvres qui vivent sur les rives et pratiquent l'aquaculture sont les premières à trinquer.

«Les gens sont chassés de chez eux», confie au téléphone Soeung Saran, le directeur de l'organisation Sahmakum Teang Tnaut (STT), qui s'engage pour les droits des plus pauvres. «Sur les lacs ensablés, des bureaux et des appartements de luxe doivent sortir de terre pour de riches étranger-ère-x-s venant du Japon, de Chine, de Corée et d'autres pays.»

Les conséquences de cette accumulation de sédiments sur le système hydrologique de la région, personne ne les connaît. Ce qui est sûr, c'est que les inondations vont se faire plus fréquentes à Phnom Penh. «Les lacs ont toujours été un réservoir d'eau de pluie», explique Soeung Saran.

Dans le delta du Mékong, au Vietnam, une autre activité est impactée par ces changements : la contrebande de sable. Cette matière première est la plus demandée au monde après l'eau, comme le constate le programme environnemental de l'ONU. En Asie, le commerce du sable est aux mains d'une mafia qui opère à l'international. Selon des

études scientifiques, en raison des barrages, l'afflux de sédiments provenant du cours moyen et supérieur du Mékong est désormais trop faible pour compenser les prélèvements dans le delta.



Les stocks de poisson ont **fortement baissé** en raison de la surpêche, mais aussi des barrages qui coupent la route à de nombreuses espèces.

Des troubles à prévoir | Pour Brian Eyler, les problèmes du Mékong sont d'une dimension suffisante pour impacter la politique de sécurité régionale. L'expert du Mékong du *Stimson Center*, un groupe de réflexion géré par les États-Unis, ne pense certes pas que les pays «vont en venir à se bombarder dans une guerre de l'eau», comme il le dit dans un entretien au magazine asiatique *The Diplomat*. Mais la pénurie croissante d'eau et l'insécurité alimentaire peuvent mener à des troubles et à une déstabilisation de la société, surtout au Cambodge.

Beaucoup de Cambodgien-ne-x-s n'ont pas conscience de l'ampleur des exactions qui touchent leur environnement. «Le manque d'informations fiables, précises et vérifiables fait que la population du Cambodge est trop souvent laissée dans le vague sur des thèmes importants comme l'exploitation du sable. Leur point de vue, leurs droits et leur bien-être sont complètement ignorés et on leur refuse même de participer aux processus démocratiques les plus élémentaires», peut-on lire sur le site Internet de *Mother Nature Cambodia*.

Début juin, des élections communales auront lieu au Cambodge. Pour que le pouvoir du Parti populaire cambodgien (CPP) de Hun Sen, seul à gouverner, ne soit pas menacé lors de l'élection du Parlement l'année prochaine, les partis d'opposition populaires sont déjà harcelés, leurs candidat-e-x-s disqualifié-e-x-s et emprisonné-e-x-s. Pour Ly Chandaravuth, la mésentente des opposant-e-x-s est au moins aussi grave que la manipulation des élections. «Aussi longtemps que les démocrates se battent entre eux, le CPP et Hun Sen resteront au pouvoir.» |



Dans les régions rurales du nord-est du pays, de nombreux villages n'ont pas l'eau courante dans les maisons. À Khakhala, Sarah Makhubela est donc obligée d'aller s'approvisionner au seul point d'eau du village, un robinet rouillé.

Assoiffé·e·x·s par la corruption

Alors que le sud du pays est régulièrement frappé par des pluies diluviennes qui coûtent la vie à 400 personnes par an en moyenne, partout ailleurs en Afrique du Sud, la population lutte contre la sécheresse et l'eau polluée. Avec un accès à l'eau potable loin d'être garanti. Reportage à Giyani, Johannesburg et Vanderbijlpark. Par Jasmin Sarwoko, correspondante en Afrique du Sud pour la NZZ et SRF

La brouette chargée de deux bidons que pousse Sarah Makhubela résonne d'un bruit sourd tout au long du chemin de gravier qu'elle parcourt chaque matin avant que le soleil ne soit trop haut. Elle emprunte cette route, plus souvent fréquentée par les ânes et les brouettes que par les voitures, jusqu'au point d'eau public, un réservoir doté d'un robinet. Ceux qui n'ont pas de puits privé dans leur jardin doivent s'y rendre pour chercher de l'eau – s'il en reste.

« Ici, à Khakhala, les robinets sont parfois fermés, ou les réservoirs vides. Nous devons alors acheter de l'eau aux voisins qui ont un forage », explique Sarah en soulevant les bidons vides de sa brouette. L'eau qu'elle vient chercher doit suffire pour l'ensemble de son ménage, soit douze

personnes. Sarah est la cheffe de famille. Deux de ses cinq enfants sont partis tenter leur chance à Johannesburg. Les autres vivent avec elle dans le village de Khakhala, au nord-est du pays. Comme tant d'autres familles de la région, les Makhubela vivent principalement des allocations familiales versées par l'État, soit l'équivalent de 30 francs suisses mensuels par enfant.

Lorsqu'on lui demande qui est responsable de cette situation, la réponse est sans équivoque : le gouvernement. Les politiques viennent dans les villages, en particulier pendant les campagnes électorales, pour solliciter des voix et promettre de rétablir l'approvisionnement en eau. « Je n'aime pas entendre que beaucoup d'argent a déjà été dépensé dans

des projets hydrauliques, mais que nous n'avons toujours pas d'eau. Je suppose qu'ils nous mentent», poursuit Sarah.

Personne ne sait exactement où disparaît l'argent destiné à la construction de nouveaux barrages ou à la réparation des canalisations cassées. Pourtant, la *Special Investigating Unit* (SIU) de l'État enquête sur la corruption depuis 2016, car Khakhala est l'un des 55 villages qui devraient bénéficier du projet *Giyani Water Project*. Celui-ci a été lancé en 2014 par le président de l'époque, Jacob Zuma, afin d'approvisionner en eau les alentours de la ville de Giyani, dans le nord du pays. La SIU a découvert que l'ampleur de la corruption était plus importante que prévu. «Il y a eu des irrégularités dans les contrats avec les entreprises de construction et de conseil. Ceux-ci ont été attribués en sous-main, sans avoir fait l'objet d'un appel d'offres public, comme l'exige la loi. Huit ans plus tard, l'eau ne coule toujours pas. Soit parce qu'aucune infrastructure n'a été construite, soit parce que les travaux ont seulement commencé ici et là», déclare Kaizer Kganyago, porte-parole de l'unité anticorruption.

Sitôt que l'on sort de la ville de Giyani, les déclarations de Kaizer Kganyago se confirment : des tranchées ouvertes et des tuyaux empilés jonchent les rues. Lorsqu'on lui demande qui a profité de ces *deals*, il ne donne pas de noms, car des procédures judiciaires sont encore en cours. Mais il laisse entendre que des fonctionnaires du Ministère de l'habitat, de l'eau et de l'assainissement, ainsi que des autorités régionales de Lepelle, ont reçu des pots-de-vin. «Ils ont acheté des maisons et des voitures avec cet argent.»

Ce qui a commencé comme un contrat de 90 millions de rands (5,5 millions de francs suisses) a rapidement gonflé jusqu'à atteindre 3,5 milliards (212 millions de francs). Les journalistes du consortium d'investigation *AmaBunghane* ont révélé en 2021 que la ministre de l'Habitat, de l'Eau et de l'Assainissement de l'époque, Nomvula Monkonyane, ainsi que le politicien d'opposition Julius Malema, avaient reçu de juteux dons pour leurs partis respectifs... de la part de la même société de conseil que celle qui avait été engagée pour le *Giyani Water Project*. Des dons arrivés au moment même où le projet était au point mort et où des questions sur la légalité des contrats commençaient à émerger. Des paiements qui devaient permettre d'exercer une pression politique pour prolonger le contrat de la société de conseil et de son sous-traitant.

Loin des arcanes politiques, Sarah Makhubela se tient devant le réservoir d'eau public de Khakhala. Après avoir ouvert le robinet, un jet d'eau jaillit de manière inattendue. De quoi remplir environ une tasse de café, avant de s'arrêter progressivement. Elle devra de nouveau acheter de l'eau aujourd'hui.

Méfiance de la population | Comme c'est souvent le cas, ce sont les couches les plus pauvres de la population qui font les frais de cette corruption. Les voies de recours contre les responsables font souvent défaut. Le droit à l'eau potable est certes ancré dans la Constitution, mais la réalité est différente.

En 2019, le gouvernement annonçait fièrement que 93 % de la population avait accès à l'eau potable et 76 % à l'assainissement. Ce qu'il voulait dire par là, c'est que les canalisations publiques sont présentes dans un rayon de 200 mètres autour des foyers. «Cette façon de définir "l'accès" est malhonnête», écrivait la D^{re} Ferrial Adam, scientifique et militante écologiste, dans une tribune publiée par le *Daily Maverick*, «car moins de 50 % des Sud-Africains ont de l'eau courante à domicile». Selon des études, les personnes issues des *townships* ou des zones rurales en particulier doivent recourir à une eau de mauvaise qualité.

Nous rencontrons Ferrial Adam au bord de la rivière Vaal, l'une des principales d'Afrique du Sud, qui alimente en eau quelque 19 millions de personnes. Ferrial a apporté un petit sac isotherme. «Nous voulons apprendre aux gens sur place à tester et à analyser la qualité de l'eau. Ils auront ainsi une base d'argumentation devant les autorités. Car souvent leurs maladies liées à la qualité de l'eau du robinet sont considérées comme des chimères», dit-elle en sortant quelques flacons et éprouvettes. Dans la région du Vaal, un autre symptôme de la crise de l'eau apparaît : la pollution par les eaux usées déversées dans la rivière par des stations d'épuration défectueuses.

En 2018, plusieurs rapports ont fait état de maladies, de bétail mort et d'espèces de poissons décimées. Les gens ont protesté, si bien que la South African Human Rights Commission (la Commission sud-africaine des droits humains) est intervenue et a déclaré que les autorités locales ne respectaient pas les droits humains. Le gouvernement local s'est vu retirer la responsabilité de la gestion future de la région. Le mandat incombe désormais au Ministère national de l'eau, qui a confié le projet à l'agence nationale *Rand Water*, laquelle communique régulièrement l'état d'avancement du projet.

Sur les rives du Vaal, la pollution est invisible. Au contraire, tout semble paisible : des pêcheurs installent leurs cannes à pêche, un groupe de jeunes flâne au bord de l'eau. Mduduzi Tshabalala, un activiste du township voisin de Sebokeng, est lui aussi présent. Il aimerait comparer la qualité de l'eau du Vaal avec les tests de qualité du gouvernement, publiés en ligne. «Je ne fais pas confiance aux autorités», dit-il. «Les tests de l'eau me donnent la possibilité de vérifier les résultats de *Rand Water*.» L'homme de 38 ans s'agenouille au bord de la rivière et commence à rincer un tube à essai. Ferrial s'assied à ses côtés et lui donne des

instructions: «Ce test permet de détecter la bactérie E.coli. Si l'eau y réagit positivement, c'est un indicateur qu'elle contient des matières fécales humaines ou animales. Il se forme des points bleus que l'on compte ensuite.» Mduduzi tient une boîte de Petri dans sa main, sur laquelle il dépose quelques gouttes d'eau du Vaal à l'aide d'une pipette. Le résultat est visible après environ 48 heures.

Une crise aggravée par le changement climatique | L'Afrique du Sud est pauvre en eau. Le pays souffre de différents phénomènes météorologiques extrêmes qui ont fortement augmenté en raison du changement climatique. Alors que des villages comme Khakhala connaissent des périodes de chaleur et de sécheresse de plus en plus longues, les images d'un autre extrême dans le sud du pays font le tour du monde: maisons emportées par les eaux, routes inondées, cadavres sous les décombres. Le 14 avril 2022, des inondations sans précédent provoquées par de fortes pluies ont coûté la vie à plus de 430 personnes dans la région de Durban.

De nombreuses personnes considèrent encore le changement climatique comme un problème environnemental abstrait qui ne préoccupe que les habitant-e-x-s des «pays du premier monde». Les manifestations de masse, comme le

mouvement *Fridays for Future* en Europe, sont en effet rares en Afrique du Sud.

À Rosebank, quartier huppé de Johannesburg, l'un des innombrables minibus-taxis s'arrête devant une grande agence bancaire. Une poignée d'activistes en descend, dont Mduduzi Tshabalala, notre interlocuteur du Vaal. C'est le Jour de la Terre, une journée internationale d'action pour la protection de l'environnement. Quelques manifestant-e-x-s occupent déjà la rue et tiennent des pancartes pour exiger la propreté de l'eau.

«Nous devons faire sortir les politiques et les entreprises de leur zone de confort et leur rappeler leurs obligations. C'est parfois frustrant. Je me heurte régulièrement à des politiciens dans des débats publics. C'est dur. Mais quelqu'un doit défendre ces intérêts», déclare Mduduzi. «Car comme nous le voyons en Afrique de l'Est, des conflits violents autour de l'eau peuvent survenir si rien ne change.» Il a de mauvaises nouvelles: les échantillons d'eau que Ferrial et lui ont prélevés dans le Vaal révèlent effectivement la présence d'E.coli. Mduduzi prévoit de présenter les résultats aux autorités.

La manifestation de la vingtaine d'activistes prend fin au bout de deux heures. Iels rangent leurs pancartes et se dispersent lentement. Mais la lutte des Sud-Africain-e-x-s pour un approvisionnement équitable en eau potable est loin d'être terminée. |



Bien souvent, les personnes impactées par la pollution de l'eau – notamment dans la rivière Vaal au sud de Johannesburg – ont de la peine à argumenter face aux autorités. Ferrial Adam veut leur apprendre à réaliser des analyses par elles-mêmes.

Les décharges sauvages de matières plastiques couvrent deux kilomètres carrés.

Ils font le sale boulot pour l'Europe

On connaît aujourd'hui les énormes problèmes environnementaux causés par l'exportation de déchets plastiques dans les pays qui se chargent de leur traitement. On ignore en revanche que des réfugié-e-x-s sont exploité-e-x-s dans les usines de recyclage. Enquête dans la ville turque d'Adana.

Par Nicole Graaf (texte) et Emre Çaylak (photos)

Ismail* a l'air fatigué. En survêtements, il est assis dans la pièce exiguë qui lui sert de salle de séjour, où trônent deux canapés beiges défraîchis. Dans un coin, derrière une porte, un petit chauffage électrique. Frêle, la mi-trentaine, l'homme porte une moustache et a les ongles cernés de noir. Il travaille dans l'une des nombreuses usines de recyclage d'Adana, au sud de la Turquie. « Il y a quelques jours, j'ai dû rester une heure et demie dans l'eau froide pour nettoyer le bassin de la machine », confie-t-il d'une voix enrouée. Chaque phrase est ponctuée d'un reniflement. « Je suis malade, mais mon chef m'oblige quand même à aller travailler. »

Sa femme Fatma* apporte un plateau avec du thé, s'assied à côté de son mari et allume une cigarette. Elle a la vingtaine, un visage étroit, presque enfantin. Juste à côté, les deux fils de la famille, huit et cinq ans, jouent avec le téléphone portable de leur mère. Fatma travaille dans la même entreprise qu'Ismail. Avec d'autres femmes, elle trie des ballots de déchets plastiques, pendant que son mari

manœuvre la machine, un assemblage d'entonnoirs, de bassins et de tapis roulants de près de cinquante mètres de long. Il y enfourne le plastique préalablement trié, verse de l'eau dans le bassin, ajoute de l'huile et de l'acide pour assouplir le matériau. Dans la machine, le plastique fond et est reconditionné sous forme de plaquettes que l'on nomme le recyclat, livré ensuite à des usines qui fabriquent des matières synthétiques. « Pendant la pause, nous avons tout juste le temps de manger en nous dépêchant », s'insurge Ismail. « Nous recevons un peu de pain et de fromage, quelques olives, et c'est tout. Notre thé, nous le prenons à côté de la machine, au milieu des ordures. »

Il y a six ans, en bordure de la zone industrielle d'Adana, il n'y avait que des terrains en friche et des champs de légumes. Les usines de recyclage ont aujourd'hui pris possession des lieux. En Turquie, l'essor de cette industrie est lié à la politique environnementale de l'Europe et au prix du brut: d'ici 2035, l'Union européenne veut recycler 65 % des

déchets ménagers. Les déchets européens ont d'abord été envoyés vers la Chine, jusqu'à ce que le pays y mette un terme. Entretemps, la Turquie est devenue le premier pays importateur.

Pour les fabricants de plastique, les matériaux issus du recyclage sont plus rentables que le pétrole, dont le prix ne cesse d'augmenter. Pour produire le recyclat le moins cher possible, les entreprises de recyclage engagent des personnes comme Ismail et Fatma. Ismail est payé l'équivalent de 52 francs par semaine, Fatma 46 francs. Cette paie correspond certes au salaire minimum turc, mais Ismail et Fatma ne bénéficient d'aucune protection sociale, ils travaillent au noir.

Main-d'œuvre syrienne | Quatre millions de réfugié-e-x-s vivent en Turquie; 3,6 millions sont originaires de Syrie. « Seuls 1 % d'entre eux obtiennent un permis de travail », explique Amke Dietert, du groupe régional Amnesty Turquie. Près d'un million de Syrien-ne-x-s travaillent dans le secteur informel,

surtout dans l'agriculture, dans les usines de textile, sur les chantiers et dans la restauration. On ne sait pas exactement combien travaillent dans les usines de recyclage, mais on les voit partout dans la zone industrielle d'Adana.

«Mon chef dit que c'est pour nous aider qu'il nous engage, nous, les Syriens», raconte Ali*. Ce trentenaire au visage rond et sympathique travaille dans un dépôt où il trie les déchets. Il est actuellement le seul employé. «Il y a peu de temps encore, nous étions six Syriens», ajoute-t-il. Tous des enfants, à part lui et un vieil homme. «Ils avaient onze ou douze ans, venaient pour quelques jours puis on ne les voyait plus.»

Ali parle d'une voix calme, s'en tient à l'énoncé des faits, même lorsqu'il est question du bombardement qui l'a gravement blessé, en Syrie. Comme il a perdu l'usage de son bras gauche, personne ne voulait l'embaucher à son arrivée en Turquie. Il trie aujourd'hui le plastique par couleur et selon ce que la machine peut traiter. Pour un salaire quotidien de cinq francs. En raison de la forte inflation en Turquie, cela lui suffit à peine pour acheter à manger. «Mon chef a dit: comme tu ne peux travailler que d'une main, tu n'auras qu'une moitié de salaire». Ali a besoin de cet emploi,

mais la plupart des gens ne restent que quelques jours: «Ils ne supportent pas la puanteur. Elle abîme les poumons.» Les plastiques contiennent souvent des additifs chimiques qui s'évaporent au cours du processus de dégradation.

Il y a quelques mois, Ismail travaillait encore pour une grande entreprise qui importait des déchets plastiques. Parfois, des services d'inspection arrivaient de l'étranger pour contrôler les machines et les contrats de travail. Ces visites étaient annoncées à l'avance. «Un jour, un groupe est venu d'Allemagne et nous avons dû nettoyer toute l'usine jusqu'à minuit. Nous ne devions pas nous montrer avant que le contremaître nous appelle.»

Deux kilomètres carrés de déchets plastiques | «La plupart des grandes entreprises achètent des déchets en provenance d'Europe», précise un ingénieur en environnement qui travaille pour une usine de recyclage et ne souhaite pas être nommé. Son entreprise achète surtout des matériaux d'Israël et d'Allemagne. «Là-bas, les déchets sont bien triés, la qualité est meilleure que celle des déchets indigènes.»

Dans la halle de l'usine qui jouxte son bureau, des ouvriers manient un chariot élévateur pour défaire d'énormes ballots compactés et ficelés. C'est sous cette forme que le matériau est livré. Quatre femmes rassemblent les déchets épars et les jettent sur le tapis roulant d'une machine qui occupe la moitié de la halle. «Merci de ne pas photographier les ouvriers de trop près», commande l'ingénieur. Pour une raison évidente: ici aussi, on travaille au noir.

Le secteur est sur les dents. Les défenseur·e·x·s de l'environnement et les riverain·e·x·s accusent régulièrement les entreprises de recyclage de détruire la nature. Car les résidus non réutilisables sont déversés sur des terrains en friche. Le canal qui traverse la zone industrielle sert d'immense décharge. Au sud d'Adana, ses eaux s'écoulent dans le fleuve Seyhan qui se jette dans la mer Méditerranée. Le long de ses rives, les déchets plastiques s'accumulent sur deux kilomètres carrés. Certains tas achèvent lentement de brûler, tandis que de l'écume se forme à la surface de l'eau. Sur la berge, les étiquettes d'emballages intacts trahissent diverses origines: nourriture pour chien de Grande-Bretagne, eau minérale de Suède,



Une partie des déchets qui ne peuvent être recyclés sont brûlés dans une **vaste décharge sauvage**.



Les résidus non utilisables sont déversés sur des terrains en friche, au mépris de l'environnement et des riverains.



Parmi les personnes qui travaillent dans le secteur informel dans la région d'Adana, on retrouve énormément de Syrien-ne-x-s*.

fromage en tranches d'Autriche, Tiramisu de Pologne, jus d'orange d'Allemagne.

Ismail sait comment les déchets finissent là-bas. Dans son précédent emploi, il devait charger plusieurs fois par semaine les déchets résiduels à éliminer dans un camion et conduire jusqu'au canal, toujours après la tombée de la nuit. « Nous les avons étalés le long de la berge et y avons mis le feu », décrit-il. « Lors du trajet suivant, nous avons jeté ce qui restait dans le canal. » Les déchets étaient dispersés de manière que l'eau les emporte. « Sinon, l'entreprise aurait dû payer le service des ordures pour qu'il vienne enlever les résidus », lance Ismail en levant les sourcils avec mépris.

Dans les environs d'Adana, on trouve de nombreuses décharges de ce genre au bord des routes. En mai 2021, Greenpeace a publié un rapport sur la pollution de l'environnement dans cette ville. Peu après, les autorités ont interdit l'importation des déchets plastiques les plus usuels. Les entreprises de recyclage ont dû prouver qu'elles travaillaient dans le respect des normes environnementales. Mais bien que la Turquie ait officiellement

cessé d'accepter ces déchets, les importations ont entretemps presque retrouvé leur ancien niveau. Les interdire n'aide pas la main-d'œuvre, car les entreprises de recyclage turques se tournent alors vers les déchets plastiques indigènes, avec pour effet de rendre le travail encore plus pénible car il n'existe pas de système de tri pour les ordures ménagères : tout finit dans la même poubelle.

Dans les grandes entreprises qui importaient des déchets, le matériau était relativement propre, se souvient Ismail. Là où il travaille maintenant, les ordures sont souvent très sales, en provenance des environs, suppose-t-il. « La puanteur s'infiltrait parfois jusque dans le local où nous prenons notre pause. Cela vous coupe l'appétit. Même avec dix masques de protection, on la sentirait encore. » L'entreprise travaille de toute façon au noir, raconte-t-il. Même l'électricité est obtenue par des moyens illégaux. Ismail montre une vidéo sur son portable où un chariot élévateur défait des ballots qui viennent d'être livrés. De minces sachets colorés pendent en lambeaux, au centre s'élève un nuage de poussière.

La seule chose qui aiderait des personnes comme Ismail, Fatma et Ali, ce sont des emplois légalisés et de meilleures conditions de travail dans les usines. Mais si la Turquie octroyait un permis de travail aux personnes réfugiées, elle se mettrait à dos sa propre population. Alors que l'inflation atteint 36 % et que le taux de chômage grimpe à 22 % chez les jeunes, de plus en plus de gens voient les réfugié-e-x-s comme des concurrent-e-x-s. « L'atmosphère est électrique », s'inquiète Amke Diert. « Les agressions contre les réfugiés se multiplient. »

En attendant, il est temps que les pays exportateurs et les entreprises de traitement des déchets prennent leurs responsabilités, et cessent de tolérer de leurs partenaires commerciaux à l'étranger qu'ils polluent l'environnement et exploitent leur personnel. |

Cette enquête a bénéficié d'une bourse de recherche de journalismfund.eu

** Nous avons modifié les noms et les photos des protagonistes syrien-ne-x-s afin de protéger leur identité.*

La guerre sous toutes ses facettes

À l'ère des réseaux sociaux, de nombreuses images et vidéos tournées par les personnes qui vivent en Ukraine témoignent de la réalité du conflit. Amnesty International mobilise son laboratoire d'enquête pour analyser ces contenus et documenter de potentiels crimes de guerre. Par Jean-Marie Banderet

Environ trois semaines après les bombardements qui ont ciblé des immeubles locatifs de la petite ville de Borodianka, à une quarantaine de kilomètres au nord-ouest de Kiev, des corps de victimes civiles sont encore retirés des gravats par des pelleteuses. La chercheuse d'Amnesty International Donatella Rovera s'est rendue sur place pour documenter les destructions et recueillir des témoignages. Mais beaucoup d'éléments essentiels pour comprendre ce qui s'est passé le soir du 1^{er} mars 2022 sur les quelque 800 mètres de l'avenue centrale qui traverse Borodianka ont déjà disparu. Pour épauler la

chercheuse sur le terrain, la petite équipe de l'*Evidence Lab*, l'équipe de recherche de preuves d'Amnesty, rassemble et analyse les contenus disponibles en ligne, à la recherche des pièces du puzzle qui permettront de faire la lumière sur ce qui s'apparente à un crime de guerre.

Une série d'éléments qui comprend des photos, des coordonnées GPS, des listes de personnes disparues et les témoignages glaçants de celles ayant survécu aux frappes aériennes qui ont visé cinq immeubles d'habitation les 1^{er} et 2 mars 2022. Et l'information selon laquelle des troupes russes étaient déjà présentes sur

place dès le 25 février. Soit bien avant la prise de la ville survenue dans le cadre de l'offensive sur la capitale ukrainienne.

Analyse approfondie | Ray Adams Row Farr est chercheuse *open source*. Elle sillonne le web et les réseaux sociaux à la recherche de contenus publiés par des anonymes, simples citoyen·ne·x·s qui documentent ce qu'ils voient devant leur porte. C'est elle qui a conduit les recherches pour reconstituer le contexte dans lequel les destructions à Borodianka ont eu lieu. «Grâce à InVID, un logiciel qui permet de rechercher du contenu



Le « bâtiment 429 », au bout de l'avenue centrale de Borodianka, quelques heures avant le raid aérien. Au premier plan, un camion militaire – apparemment russe – est en flammes.



Le bâtiment 429, reconnaissable à sa façade irrégulière, photographié en 2015 par les services de Google.



Le bâtiment 429, immédiatement après l'attaque de missiles survenue au soir du 1^{er} mars.

multimédia sur Twitter, par mots-clés et en filtrant les dates, j'ai trouvé une image datée du 1^{er} mars à 16 h 17, heure locale, qui montre l'un des bâtiments qui nous intéressent, intact», explique la chercheuse. On y voit clairement un immeuble de sept étages, avec une façade particulière, où des pans de mur en briques alternent avec du crépi blanc. Il sera baptisé «bâtiment 429» pour les besoins de l'enquête. Au premier plan, un camion surmonté de tubes lance-roquettes est en flammes.

La prochaine étape consiste à «vérifier» cette image, c'est-à-dire l'heure et la date à laquelle elle a été postée, et l'endroit où elle a été prise. Pour déterminer la localisation, la technique la plus simple est de la croiser avec d'autres images, mais aussi avec des outils comme Google Street View, Yandex.Maps, Google Earth Pro ou OpenStreetMap. Dans le cas de ce bâtiment précis, les différences dans la peinture de la façade sont faciles à reconnaître : il s'agit bien du bâtiment 429, situé en bordure du rond-point qui marque la fin de l'avenue centrale de Borodianka. Le camion en feu, quant à lui, porte un V à la peinture blanche sur sa carrosserie ; vraisemblablement russe.

«Pour vérifier l'heure et la date, nous avons recours à une technique tout aussi simple, le *Reverse Image Search*, c'est-à-dire qu'on recherche d'autres versions de la même image qui auraient été

mises en ligne auparavant», explique Milena Marin, qui dirige l'*Evidence Lab* d'Amnesty. Si aucun résultat ne correspond à notre recherche, cela signifie que c'est la première fois que cette image a été postée, et que la date est donc fiable. En outre, le bâtiment 429 est intact : l'image a manifestement été prise avant

« Nous avons recours à un processus manuel de reconnaissance des indices. »

Ray Adams Row Farr

le bombardement. On peut donc en déduire qu'elle n'a pas été prise après le 1^{er} mars. La même technique peut être utilisée pour préciser la localisation d'un contenu. Certaines personnes incluent le lieu des prises de vues dans ce qu'elles postent sur les réseaux sociaux.

Toujours croiser les sources | Une vidéo postée sur Twitter dans la matinée du 1^{er} mars – environ six heures avant les attaques – semble confirmer la présence de troupes russes sur place avant le bombardement. On y voit un blindé russe, lui aussi marqué du V à la peinture blanche, avec des soldats assis sur ses côtés, au-dessus des chenilles. Deux d'entre eux tirent des coups de feu directement dans

la direction de la personne qui filme. Pour déterminer le lieu de la scène, l'équipe de l'*Evidence Lab* est à la recherche d'indices visuels dans la vidéo : bâtiments, couleurs, arbres, panneaux routiers, affiches, ombres, inscriptions... qu'elle va ensuite croiser avec des données cartographiques ou des images. Dans ce cas, c'est l'enseigne du magasin devant lequel passe le tank et la forme particulière de la porte d'entrée et des fenêtres, qui permettront de déterminer où précisément la scène a eu lieu grâce aux outils cartographiques de Google et Yandex. Une fois encore, ces indices correspondent au giratoire qui se trouve

au bout de l'avenue centrale, juste devant le bâtiment 429. « Nous avons recours à un processus manuel de reconnaissance des indices présents dans le paysage des contenus que nous analysons, que nous cherchons ensuite à retrouver dans Street View – quand la zone est disponible –, ou dans des images satellite », résume Ray Adams Row Farr.

Avec ces quelques images et la vidéo, on peut se faire une idée de ce à quoi ressemblait la zone avant les attaques. Mais on retrouve aussi des contenus enregistrés après les attaques. Une autre vidéo postée à 19 h 17, heure locale, le 1^{er} mars, montre le même rond-point filmé à 360°, moins de deux heures après le bombardement. On y reconnaît



La marquise verte sur le bâtiment devant lequel passe le blindé servira d'indice visuel.



Sur cette séquence, c'est l'abri en briques derrière le tank qui sert de repère.



La forme des fenêtres, la marquise verte au-dessus de la porte et l'abri en briques permettent de déterminer que le blindé russe se trouvait sur ce rond-point situé à proximité immédiate du bâtiment 429.

clairement le bâtiment 429, en proie aux flammes, grâce aux mêmes différences dans la peinture de la façade. Mais aussi le magasin devant lequel le blindé russe était passé. Pour faciliter sa tâche, Ray Adams Row Farr effectue des va-et-vient constants : « J'ai toujours plusieurs onglets ouverts pour pouvoir passer de l'un à l'autre et comparer les images, ici la façade de l'immeuble. »

Travail d'équipe | Ces investigations ne sont pas le fruit d'un processus individuel. Les deux investigatrices *open source* collaborent constamment avec d'autres membres de l'équipe, comme



Les images satellites montrent clairement les impacts des missiles sur le bâtiment 429 et ceux des alentours.



Les différents contenus sont souvent analysés par plusieurs membres de l'équipe de l'*Evidence Lab*.

Brian Castner, expert en armement, Micah Farfour, spécialiste en télédétection (soit l'analyse des images satellite) ou la chercheuse Donatella Rovera, qui a la meilleure connaissance du terrain. « Avec son background militaire, Brian est capable d'identifier précisément les véhicules militaires ou les autres pièces d'armement. C'est particulièrement important dans un contexte comme l'Ukraine où une bonne partie des armes des deux camps sont de fabrication soviétique », rappelle Milena Marin. Pour minimiser le risque de confusion, l'*Evidence Lab* se tient à jour sur les ventes de matériel militaire, en l'occurrence sur les armes et les véhicules de fabrication russe vendus à l'Ukraine. Les signes distinctifs peints sur les véhicules russes sont aussi un bon indicateur, qui permet notamment de déterminer à quels bataillons ils appartiennent. Cependant, il est arrivé à plusieurs reprises que du matériel de l'un des camps soit capturé et utilisé par le camp adverse, ce qui complique l'identification des forces en présence. Dans ce cas, c'est leur position, la durée de leur présence sur place et la direction dans laquelle sont pointés les canons qui permettront de déterminer « qui est aux commandes ».

À Borodianka, le modèle de blindé que l'on voit sur la vidéo prise sur le rond-point est utilisé autant par les Russes que par les Ukrainiens. C'est là qu'intervient Micah Farfour. Elle peut observer sur les images satellite depuis quand les véhicules en question sont sur la zone, des informations à nouveau croisées avec ce que l'on sait des dates de l'occupation russe. Ajoutez à cela les témoignages des personnes sur place, et le puzzle commence à prendre forme.

La difficulté, c'est la distance qui sépare les membres de l'équipe de leurs sources. « Le résultat de nos recherches est rarement catégorique. Nous sommes souvent obligés de conclure qu'il s'agit *apparemment* d'un blindé russe, et non pas *formellement* », déclare Milena Marin. C'est pour cette raison que l'*Evidence Lab* investit autant d'énergie dans ses recherches : en multipliant des sources concordantes, dûment vérifiées, il se dote d'un faisceau d'indices pour donner un éclairage aussi large que possible. |

Pour en savoir plus

Une visualisation immersive à 360° (en anglais) des preuves récoltées durant cette enquête est disponible à l'adresse suivante :

<https://amnesty-borodyanka.holoscribe.site>

À l'affût des crimes de guerre

La petite équipe de spécialistes que dirige Milena Marin a beaucoup à faire depuis le début de la guerre en Ukraine. Composée de six personnes, l'*Evidence Lab* d'Amnesty a analysé plus de 1000 vidéos et images en l'espace de deux mois. Des contenus *open source*, dénichés sur les réseaux sociaux : Telegram, mais aussi Facebook, Twitter ou YouTube. Recoupées, combinées, ces ressources ont permis de documenter une cinquantaine d'événements distincts. Tous de potentiels crimes de guerre.

Le *Lab* fait régulièrement appel à des consultant-e-x-s en fonction des besoins spécifiques : spécialistes en modélisation 3D, développeur-e-x-s pour coder les programmes nécessaires à l'analyse d'une base de données... En plus de coordonner l'équipe, Milena Marin apporte son expertise dans le *crowdsourcing* d'importantes bases de données. C'est une des clés essentielles du fonctionnement de l'*Evidence Lab* : il peut compter sur le *Digital Verification Corps*, un réseau d'une centaine de volontaires, étudiant dans des universités situées dans diverses parties du monde, spécialement formé-e-x-s à l'analyse de matériel vidéo. Enfin, le *Lab* peut aussi faire appel à un autre réseau, *Amnesty Decoders*, qui peut mobiliser jusqu'à un millier de personnes pour analyser de très grandes quantités de données.

La culture à portée de main

Cofondatrice d'« Écoute voir », Corinne Doret Bärtschi se bat dans toute la Suisse romande pour des arts vivants accessibles aux personnes en situation de handicap visuel et auditif. Portrait. Par Olalla Piñeiro Trigo

Élever les bras vers le ciel, cambrer son dos, tourner doucement sur soi-même : les participant-e-x-s s'imprègnent de la chorégraphie à leur rythme, en amont du spectacle. « Le but de ces ateliers, c'est de reproduire les mouvements des danseurs pour se connecter avec leurs sensations », explique Corinne Doret Bärtschi, en sirotant son thé des moines dans un petit café d'Yverdon. Cette Genevoise de 50 ans est la cofondatrice d'*Écoute voir*, une association qui favorise l'accès aux arts vivants pour les personnes atteintes d'une déficience visuelle ou auditive. Pièces de théâtre, opéras, ballets, sketches : ses bénévoles adaptent une soixantaine de représentations par année dans toute la Suisse romande. Dans des petites salles de campagne, comme dans les grands théâtres.

Petite-fille d'un metteur en scène et nièce de comédiens, elle n'est pas directement concernée par le handicap. Elle y est pourtant sensibilisée depuis petite, elle qui a grandi auprès de deux grand-tantes atteintes d'une déficience auditive.



Corinne Doret Bärtschi a fait de l'inclusion un métier, en proposant des adaptations de spectacles pour les personnes atteintes d'une déficience visuelle ou auditive.

« La communication n'a jamais posé de difficultés. Je ne me rendais pas vraiment compte de leur handicap, tant elles avaient de la facilité à lire sur nos lèvres. »

Écoute voir est le fruit de son expérience de vie, dont les racines s'ancrent au Théâtre de Vidy, à Lausanne. L'ancien directeur, René Gonzalez, s'était donné pour objectif de démocratiser son théâtre. Alors chargée de communication de l'institution, Corinne Doret Bärtschi a contribué à améliorer l'accessibilité des spectacles en ajoutant l'audiodescription. C'est devenu son « dossier de cœur ».

Ado déjà, elle est frappée par le manque d'inclusivité des arts vivants, lorsqu'elle observe qu'une femme du public n'a d'autre choix que de raconter elle-même une pièce en langue des signes à une amie. « C'est injuste qu'un pan entier de la société soit exclu », déplore cette mordue de théâtre, à la sensibilité apparente. C'est pour pallier ce manque qu'elle crée en 2014 *Écoute voir*.

Pionnière dans le domaine, l'association propose une large palette de prestations : audiodescription, interprétation en langue des signes directement sur scène et surtitrage projeté sur un écran. Avec l'inclusivité comme *leitmotiv*. « Le but n'est pas de créer une sorte de bulle, avec des spectacles réservés aux

personnes en situation de handicap. On souhaite pleinement les intégrer dans la vie culturelle. » Raison pour laquelle elles choisissent les spectacles, aident les interprètes à améliorer leur gestuelle, et testent le matériel au préalable pour les réajustements. Car une préparation rigoureuse est indispensable. *Écoute voir* propose aux spectateurices avec un handicap visuel de toucher en amont les décors et les costumes « pour mieux s'identifier à la pièce ». Sans parler du « boulot monstre » du staff, qui doit réussir à transmettre de l'émotion via l'audiodescription, ou trouver les mots justes pour décrire un ballet. Une minute de spectacle équivaut à environ une heure de travail.

Des efforts qui finissent par payer : en 2018, l'association reçoit le label de la culture inclusive. « Des personnes qui pensaient que le théâtre n'était pas fait pour elles peuvent, elles aussi, voir des pièces adaptées à leurs besoins », se réjouit cette éternelle optimiste. Si l'offre en est encore à ses balbutiements en Suisse, la demande ne cesse de croître, avec de plus en plus d'institutions culturelles qui souhaitent adapter leurs structures. Et peut-être qu'un jour l'inclusivité constituera « l'ADN des théâtres », selon le scénario rêvé de Corinne Doret Bärtschi. |

Dans la tête d'un guérillero

Les deux réalisateurs ont choisi l'animation pour souligner que leur film romance l'histoire de ce bataillon placé sous les ordres du numéro deux des FARC.

© Nadasdy Film

Basé sur des correspondances et des témoignages, le film « Jungle Rouge », des réalisateurs Juan José Lozano et Zoltán Horváth, aborde la guerre civile colombienne depuis la perspective de Raúl Reyes, l'ex-porte-parole des FARC. Propos recueillis par Olalla Piñeiro Trigo

▷ **AMNESTY:** Pourquoi s'intéresser à ce conflit à travers l'ex-numéro deux des FARC ?

◁ **Juan:** En tant que Colombien, ce conflit fait partie de moi. J'ai réalisé plusieurs documentaires pour le décrypter, mais j'ai remarqué qu'il existait peu de fictions qui se concentraient sur la figure du guérillero. Je me suis intéressé à Raúl Reyes car il est complexe: il n'incarne pas la figure romantique du combattant, telle qu'elle est parfois fantasmée en Occident. Il est aussi une figure emblématique car sa mort a marqué un tournant dans le conflit, vers le processus de paix. Se focaliser sur lui nous permet de parler d'autre chose que seulement de la guerre.

◁ **Zoltán:** On souhaitait aussi montrer sa vulnérabilité. Cet homme est surmené, happé par les tâches du quotidien. Ça peut sembler invraisemblable qu'un si haut commandant doive acheter du shampoing ou des serviettes hygiéniques pour ses camarades. Il est devenu une sorte d'administrateur.

▷ **Pourquoi choisir l'animation pour raconter des faits historiques ?**

◁ **Juan:** *Jungle rouge* n'est pas un film historique, bien qu'il s'appuie sur des faits réels. Pour rester au plus proche de la vérité, nous nous sommes basés sur des milliers de mails échangés entre Raúl et les FARC, mais aussi sur des témoignages de proches, comme son ex-femme, son ancien bras droit et même des opposants. La visite du petit-fils de Raúl, la trahison

d'une combattante, les négociations avec l'émissaire suisse; tout est réel. La fiction intervient surtout dans les dialogues. Nous avons choisi l'animation pour instaurer une distance avec la réalité.

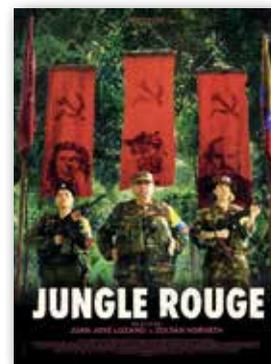
◁ **Zoltán:** L'animation offre aussi plus de liberté et nous fait facilement entrer dans la tête du personnage. C'est une façon de symboliser le monde parallèle dans lequel vit Raúl, entre confusion et folie. La jungle reflète son esprit: au début, elle est ordonnée et plus on avance dans le récit, plus elle devient touffue, avec l'apparition de fougères. Elle finit par devenir malsaine, illustrée par de la pollution et des couleurs sanguinaires. Cette jungle, son terrain de prédilection, c'est ce qui finit par l'étouffer.

▷ **Les protagonistes sont attachants, mais vous décrivez aussi les défaillances au sein du mouvement, comme le sexisme et la violence. Quel est le message du film ?**

◁ **Zoltán:** Dès qu'on parle des FARC, on s'attend à une prise de position radicale. Certains nous ont d'ailleurs reproché d'être des sympathisants du mouvement, d'autres d'être des détracteurs. *Jungle rouge*, c'est simplement l'histoire de la chute d'un mouvement social, d'un révolutionnaire plein d'idéaux qui sombre. Isolé dans la jungle, Raúl finit par se déconnecter de la réalité et ne voit pas arriver sa chute. Le personnage de Glória, sa compagne, incarne au contraire l'autocritique de la guérilla. Les FARC, ce n'est ni noir ni blanc.

▷ **Quel est l'impact du conflit aujourd'hui en Colombie ?**

◁ **Juan:** Le conflit a laissé des séquelles et la société colombienne est encore extrêmement polarisée sur cette question. Les accords de paix de 2016 ont été un immense moment de joie et d'espoir: poser les armes était une invitation à la réconciliation. La situation s'est apaisée, les hôpitaux militaires étaient quasiment vides. Mais depuis qu'Iván Duque est au pouvoir, il y a une escalade de la violence: plus de 300 ex-FARC ont été assassinés et leur intégration dans la société civile est un vrai défi. Il y a parfois un fort rejet des gens de la ville, qui sont éloignés de la réalité des zones rurales où se déroulait le conflit. Mais les élections présidentielles de juin peuvent changer la donne. Pour la première fois, un candidat de gauche est donné favori. J'ai espoir qu'une paix durable s'installe, et peut-être un jour, avec elle, le pardon. |



Jungle rouge, Juan José Lozano et Zoltán Horváth, Intermezzo Films, 91 min.



© Gaëlle Vejlupsek

Couvertures

Mémoires d'exil

En Érythrée comme ailleurs, des milliers de personnes sont encore obligées de fuir leur pays. Cette histoire, c'est aussi celle de Yémané et de son frère, racontée par Florence Jenner Metz et magnifiquement illustrée par Juliette David dans *Un instant de silence*. Comment garder espoir quand on quitte ses racines, sa terre natale, sa famille qu'on hérite ? Une véritable introspection sur le passé, où les souvenirs et le parcours de ce jeune Érythréen constituent le fil rouge du récit. Mais aussi un message humain d'espoir au-delà des frontières. Il complète avec poésie le panel de littérature qui donne de la visibilité à cette réalité de vie. Est-ce qu'une

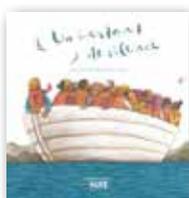


image de plus contribuerait à la résilience ?
Noémie Chatenoud

Un instant de silence,
Florence Jenner Metz et
Juliette David, Alice jeu-
nesse, 2022, 40 p.

Un carnaval tragique

Marcello Quintanilha nous plonge dans le quotidien de Márcia, une infirmière vivant dans une favela de Rio de Janeiro. L'histoire de sa fille, embrigadée dans un petit gang du quartier, constitue le fil rouge d'*Écoute, jolie Márcia*. Si le ton semble parfois léger, décalé même, les thématiques traitées n'en sont pas moins profondes. Précarité, violence, corruption de la milice : à travers son trait irrégulier et son mélange de couleurs pastel et flashy, ce bédéiste autodidacte dépeint les principales inégalités sociales qui frappent le Brésil contemporain. Primée d'un Fauve d'or au festival d'Angoulême 2022, cette tragicomédie familiale nous invite à suivre une histoire riche en suspense, sans négliger ses conséquences sociales.



Olalla Piñeiro Trigo

Écoute, jolie Márcia,
Marcello Quintanilha,
Éditions ça et là, 2021,
125 p.

Liberté payée au prix fort

Troisième long-métrage de la cinéaste tunisienne Kaouther Ben Hania, le film multiprimé « *L'homme qui a vendu sa peau* » relate le périple d'un réfugié syrien prêt à tout pour rejoindre la femme qu'il aime. Par Barbara Pagés

La trame du film est directement inspirée d'une histoire vraie, celle du Suisse Tim Steiner, tatoué par l'artiste belge Wim Delvoye en 2006, et exposé dans les galeries du monde entier. Deux ans plus tard, l'« œuvre » a été vendue pour 150 000 euros à un collectionneur allemand, assortie d'une clause stipulant que le dos tatoué sera détaché du corps à la mort du porteur. « L'image de cet homme exhibé dans un musée est restée dans ma tête des années. Ce contrat particulier entre un homme et un artiste remet en question le capitalisme en général, les rapports dominant / dominé, le déterminisme social, les inégalités », analyse Kaouther Ben Hania.

Avec *L'homme qui a vendu sa peau*, la cinéaste nous offre une immersion dans une toile grandeur nature d'une beauté envoûtante, magnifiée par la bande-son d'Amin Bouhafaf. Son film évoque avec intelligence des enjeux brûlants d'actualité : abus de pouvoir, statut des personnes réfugiées contraintes de fuir les conflits qui déchirent leur pays, marchandisation et traite d'êtres humains.

Après avoir publiquement déclaré son amour à la femme qu'il aime et revendiqué la liberté de choix face aux pratiques des mariages forcés, Sam Ali est arrêté et contraint de fuir pour éviter la torture et la prison. De son côté, Abeer, la femme qu'il aime, parvient à fuir la guerre et la Syrie à travers un mariage arrangé par sa famille avec un compatriote, diplomate en poste en Belgique. Réfugié au Liban, Sam y trouve un travail dans une usine de poulets et

s'invite à un vernissage d'art contemporain. Un univers incarnant l'aisance et la liberté qui lui font cruellement défaut. Malgré l'accueil méprisant que lui réserve l'assistante de Jeffrey Godefroy, il accepte le pacte faustien que lui propose l'artiste contemporain très en vue. Le jeune homme devient le support vivant de sa nouvelle création, se faisant tatouer sur le dos un visa Schengen géant, pour rejoindre celle qu'il aime en Belgique. Il va rapidement réaliser qu'il a vendu davantage que son corps.

L'opposition entre les deux univers, celui d'un artiste richissime et d'un jeune réfugié totalement démuné, illustre le cynisme du monde de l'art contemporain, qui n'hésite pas à utiliser la misère humaine sous prétexte de la dénoncer. Dans un monde où les marchandises circulent plus facilement que les humains, la satire décapante de la réalisatrice tunisienne dénonce l'hypocrisie de la communauté internationale en matière d'immigration et nous rappelle les bases juridiques de la protection des droits humains, tout comme la frontière arbitraire entre les citoyens ayant des droits et ceux dont la parole est systématiquement bafouée. |



L'homme qui a vendu sa peau,
Kaouther Ben Hania, 2020,
100 minutes.

Perdre racine

Au micro de *Brise-Glace*, Jenny se replonge dans son passé, de son adoption au Pérou aux retrouvailles avec sa famille biologique. Elle nous conte son histoire avec sincérité et positivité, malgré la solitude, le racisme et la crise identitaire.

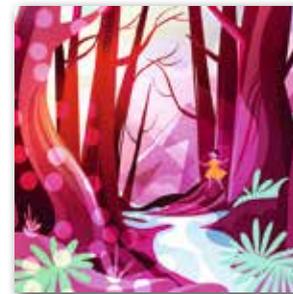
Arrivée à cinq ans dans un petit village valaisan, la fillette qui pensait innocemment y retrouver ses frères, également adoptés, se retrouve seule dans un lieu inconnu. Elle ne comprend ni la langue ni la culture. Que sont ces portes qui s'ouvrent toutes seules ? Comment rester sans bouger et sans parler toute la journée à l'école ? Très vite, on découvre les difficultés d'une petite fille adoptée. L'enfance de Jenny est marquée par le manque de soutien et le racisme, qu'elle est trop jeune pour comprendre. Scolarisée pour la première fois,

elle peine à suivre des règles strictes et souffre de ne pas retrouver ses camarades de l'orphelinat. Elle subit également des moqueries sur sa couleur de peau.

Mais le fil rouge, c'est la famille et la quête d'identité. Ses relations avec son entourage sont complexes : elle se révolte contre le rôle de petite fille modèle que sa mère aimerait lui faire porter, se bagarre à l'école et fugue même, à 6 ans. Pour se protéger, elle finit par rejeter sa langue natale et tout ce qui est lié à sa vie d'avant. À 27 ans, elle ressent le besoin de connaître ses racines. Une envie intimement liée à son désir d'enfant : comment se préparer à la maternité après un abandon ? Entre les révélations de son père, ses voyages au Pérou et sa rencontre avec sa famille, Jenny passe par un ascenseur émotionnel.

Jenny nous donne une vraie leçon de résilience. Son parcours montre combien il est central d'accompagner les personnes adoptées, mais aussi de sensibiliser les parents à la culture de leur enfant et aux épreuves qu'il peut traverser. |

Par Héroïse Détraz



Podcast *Brise-Glace*, *Être adoptée à 5 ans, et s'adapter à la Suisse*, 34 min.

Sous le poids de la tradition

Yuni a 16 ans. Elle est en année terminale au lycée, dans une ville de province en Indonésie. Elle a de bonnes notes et se prend à rêver d'obtenir une bourse pour poursuivre ses études. Elle est aussi très belle, ce qui lui vaut de recevoir plusieurs demandes en mariage. Un enjeu qui va progressivement prendre le pas sur la découverte de ses sentiments et de ses désirs.

Avec *Yuni*, la réalisatrice indonésienne Kamila Andini soulève un pan de la chappe de plomb qui pèse sur les jeunes filles indonésiennes, dans un pays qui a sérieusement envisagé d'imposer des tests de virginité aux écolières. Dans une succession de plans très maîtrisés, elle nous plonge dans cette société où deux mondes semblent coexister : celui de l'école, régi par la coutume islamique,

qui impose le port du voile aux jeunes filles et met en garde contre les conséquences des grossesses sur leur scolarité, et celui qui existe au-dehors, dès que Yuni enfourche son scooter violet et rejoint ses copines pour s'interroger sur la découverte de leur sexualité. Celui des mariages arrangés et des rites traditionnels, et celui d'un mode de vie beaucoup plus contemporain et des premières sorties de l'adolescente en boîte de nuit.

Au fil de l'histoire, le monde traditionnel se fait toujours plus présent : un jeune homme avec une bonne situation, un autre plus âgé, en quête d'une seconde femme, puis un troisième, se succèdent pour demander la main de Yuni auprès des parents. « On ne devrait pas refuser plus de deux demandes de mariage, ça porte malheur », lui dit une

amie. Mais avec le mariage, finis les espoirs d'études. Symbole de cet étai qui se resserre autour de l'adolescente, le violet – la couleur des veuves – accompagne l'héroïne tout au long du film. |

Jean-Marie Banderet



Yuni, Kamila Andini (Indonésie), 2021, 95 minutes.



© Ambroise Héritier

MAI 68

Lorsque j'arrive chez ma grand-mère, je lui demande presque toujours si elle peut me préparer un « café complet » avec du pain, du beurre et de la gelée de groseille. J'aime répandre la confiture compacte sur le pain foncé et croustillant de son village. Invariablement elle m'explique que si le pain est si délicieusement frais, c'est parce que le boulanger des lieux le livre à domicile le jour même. J'accompagne mes tartines d'un chocolat chaud et de quelques tranches de fromage. Hormis les pâtes de fabrication industrielle, Tilsit et Emmental, que ma grand-mère conserve presque toujours comme réserve dans son frigo, je ne suis jamais parvenue à retenir le nom des fromages de la région vallonnée où elle vivait.

– Et toi, tu as un copain ? me demande-t-elle au moment où j'ouvre le frigo pour y ranger le beurre, le lait et le fromage.

– Euh... oui.

– C'est quelqu'un de bien ?

– Oui.

– Tu sais, quand j'ai rencontré ton grand-père, on s'est fréquenté un certain temps avant de prendre la décision de nous marier. Il est venu se présenter à ma famille. C'était un orphelin, il a été adopté par une famille de paysans. Il n'avait pas de fortune, mais nous avons senti sa propension à travailler. Oui, ton grand-père était un bosseur ; il a travaillé inlassablement. C'est ça qu'il amenait dans notre mariage, sa volonté de travailler. Si bien que nous n'avons jamais manqué de rien. Tu vois, aujourd'hui on ne discute plus ces

choses, quand on se met avec un homme, sans compter qu'on ne se marie même plus.

Après une courte pause, ma grand-mère se rapproche de moi et me demande du tac au tac :

– *Heiter scho tzäme gschlafa ?* Vous avez déjà couché ensemble ?

Je voudrais lui répondre que j'aime Christophe, mon amoureux, que je l'ai porté dans mon cœur pendant des mois avant d'oser m'en approcher, que la manière dont nous sommes rencontrés est merveilleuse. J'aimerais lui dire que mêler ma peau à celle de ce garçon me transporte, et que c'est tout ce qui compte. J'aimerais lui dire aussi que peut-être cet amour ne durera pas toute une vie, et qu'il n'y a donc pas à avoir de discussion préalable sur le type de lien qui pourrait nous unir. Je voudrais lui dire que ma vie, sûrement, n'aura rien à voir avec la sienne, ni même avec celle de ma mère. Mais toutes ces pensées me traversent l'esprit de manière trop confuse pour que je puisse les exprimer. Je sens un coup de chaud se répandre sur mon visage et sur mon corps, je sens la paume de mes mains et mes doigts se mouiller, et je me contente de répondre :

– Euh... oui.

– Mais vous avez discuté ensemble avant ?

– Oui...

– En tout cas j'espère que c'est quelqu'un de bien.

– C'est quelqu'un de bien, dis-je, sans parvenir à m'opposer verbalement à toutes les injonctions que contiennent ses questions.

Ma grand-mère s'est installée au salon, une pièce dont le plafond boisé et la moquette grise dégagent une atmosphère chaleureuse. Elle est assise sur un fauteuil qui, dit-elle, coûte une fortune, mais réconforte son dos et permet de surélever ses pieds grâce à un battant qui s'élève au moyen d'une télécommande. Je me refuse à prendre place à côté d'elle pour regarder le *Tagesschau* (journal télévisé sur la chaîne suisse alémanique), qui m'ennuie davantage encore que le journal télévisé en langue française. Je déteste écouter les présentateurs engoncés dans un costard cravate commentant les nouvelles du monde dans un *Hochdeutsch* qu'ils ont appris à standardiser à l'extrême. Comme si la manière dont ces journalistes égrenent leurs commentaires mettait un filtre grotesque sur les cataclysmes qui secouent la planète.

C'est encore l'été, mais la fraîcheur qui à cette altitude s'installe en soirée me pique légèrement la peau du visage. J'hésite à monter sur la colline, d'où l'on peut admirer la chaîne de montagnes à l'horizon. Puis je me décide à emprunter le chemin qui, depuis la maison où vit ma grand-mère, m'amène directement en forêt. Je respire l'odeur des sapins, celle de leurs épines et celle plus éparse de la résine. Je me demande pourquoi je ne suis pas montée sur la colline, pourquoi elle me semble si monotone. Et ce mont m'évoque soudain les reproductions des tableaux d'Albert Anker que ma grand-mère a fait encadrer avec une armature en bois pour les accrocher dans les pièces à vivre.

Je n'ai pas encore une conscience claire du terreau politique agrarien duquel est issue la famille de mon père, ou peut-être que je m'arrange pour ne pas en avoir une conscience claire. Je ne sais pas non plus que quelques années plus tard, le tribun populiste zurichois proclamera publiquement son goût pour les tableaux de ce peintre dont il fait collection. Mais lorsque j'y songe, tout ce que ces tableaux dégagent m'ennuie, cette application emplie d'humilité dans la tâche à accomplir, cette docilité vertueuse dans l'accomplissement de travaux de couture ou de cuisine qui, je le comprends, parlent à ma grand-mère parce qu'elles représentent la posture qu'elle a endossée sa vie durant. Et je déteste la soumission des femmes d'Anker, leur discipline et, hormis leur teint de porcelaine, leur absence totale de chair, leur protestantisme. Oui, les tableaux d'Anker m'ennuient mortellement.

Par contraste, les quelques tableaux de la Renaissance que j'ai admirés dans les musées italiens me parlent, même s'ils ont éclos dans l'orbite financière de l'Église. Je sais que les femmes nues de la renaissance sont dessinées par des hommes. Mais il ne me vient pas à l'idée de déplorer cet état de fait, ou de me représenter comment ces nus féminins auraient été peints à travers le regard de femmes. Devant les tableaux de la Renaissance, je me plais au contraire à observer ce que les peintres ont montré de la beauté des femmes en déjouant le filtre des scènes bibliques. Je goûte à la restitution étudiée de leur nudité. Je suis sidérée par la beauté

qui se dégage de leur représentation. Cheveux infiniment longs, chairs à la fois maternelles et sensuelles, grâce dans la posture de chacun des membres, texture et éclat des peaux, ventres pleins et harmonie des formes, tout m'émeut. Cette peinture donne à voir la source de vie que les femmes abritent en elles, et les délices auxquelles invite leur féminité. Et c'est ainsi que d'instinct je perçois la féminité, ma féminité. Oui, il s'agit de femmes nues dans le regard d'hommes, mais ce que ce regard me dit des femmes me plaît.

La tante Susan, celle que ma grand-mère déteste parce qu'elle empêche son fils de venir lui rendre visite, travaille comme comptable au sanatorium situé à l'extrémité de la petite localité de moyenne montagne où a vécu toute sa vie ma grand-mère. Elle conduit et, contrairement à son mari, mon oncle, parle le français couramment. J'aime lui rendre visite et l'accompagner dans ses promenades en forêt avec Eicho, un berger belge au poil noir et long que je connais depuis l'enfance. Lorsque je sonne à sa porte, j'entends le chien dévaler les escaliers en colimaçon qui mènent à la porte d'entrée.

– Qu'est-ce que tu veux boire? demande la tante Susan en me conduisant dans le salon aux parois boisées.

– Un verre d'eau.

– Tu ne veux pas quelque chose de chaud? Un thé, un chocolat chaud?

– Non, si je prends un chocolat chaud je n'aurai plus faim tout à l'heure et *Grossmuti* ne sera pas contente, elle dira que tu as fait exprès de m'offrir un chocolat chaud.

À ce moment, l'oncle Willy entre dans la cuisine. À peine m'a-t-il saluée de deux bises que la tante s'adresse à lui dans une injonction.

– Tu es d'accord que je te laisse aller chez *Grossmuti*?

– Oui, oui, c'est ça.

– Tu es d'accord que c'est toi qui ne veux pas y aller?

– Oui, fait-il avec cette fois-ci une pointe d'agacement dans la voix.

Je souris tout en prenant des nouvelles de mon cousin et de ma cousine.

– Andreas travaille, tu sais, il a obtenu une place à la poste. Et Erika va se marier.

– Quoi!?! Mais ce n'est pas possible?

– Oui, ça fait deux ou trois ans qu'ils se fréquentent. C'est beaucoup, soupire la tante Susan. À notre époque, on ne restait pas aussi longtemps sans se marier.

– Mais elle a à peine plus de 20 ans!

– Non, c'est bien, elle doit se marier, elle a fini son apprentissage de commerce depuis quelques années, lui aussi, ils ont décidé de se marier. C'est le moment.

– Ah...

Il me semble que ce mariage promet ma cousine à l'aigreur,



© Ambroise Héritier

une aigreur dont je ne comprends pas vraiment l'origine, mais que j'observe chez la plupart des femmes qui peuplent mon univers d'enfant. Oui une aigreur s'emparera d'elle, qu'elle compensera avec les quelques biens matériels que permet la sécurité du mariage, avec des coupes de cheveux et des habits que portent les femmes mariées, qui doivent les rendre plus belles, mais qui trahissent leur enfermement dans une vie centrée autour de l'intendance domestique. Et peut-être ma cousine se mettra-t-elle à régenter la vie de son mari comme ma tante régente la vie de mon oncle en faisant mine de ne pas le faire.

Le mur de Berlin vient de tomber. À travers les épopées filmées ou narrées de certaines rock stars, Janis Joplin, Jim Morrison, Jimi Hendrix, Patti Smith, Mick Jagger, je comprends, quoique confusément, que Woodstock et Mai 68 ont représenté un tournant dans l'évolution des mœurs. Expérimentation de drogues, libération sexuelle, utopies, mouvements pacifistes et pour les droits civiques, et courants artistiques concomitants. Pourtant, malgré Woodstock dont les images à jamais enrobées de *peace and love* ont fait le tour de la planète, malgré la libération sexuelle que quelques rock stars, intellectuels ou artistes brandissent comme un étendard, les choses n'ont guère évolué dans ma contrée. Personne ne nous enseigne cette rupture qu'ont représentée les années soixante, ni les changements cruciaux qu'elles ont charriés, contraception, droit au divorce, avortement. Personne pour réfléchir aux transformations qu'elles auraient pu produire,

et qui continuent de ne pas avoir lieu, ou faire le constat que la libération sexuelle s'est faite largement à l'avantage des hommes. Le murmure social ne demande plus aux filles de manière aussi insistante de se marier au sortir du gymnase ou de leur apprentissage. Une fille peut coucher, juste coucher, bien sûr, c'est admis, mais alors elle assumera le regard désapprouvateur de ses pairs. Je perçois très clairement ce regard social. Je comprends aussi que, dans le jeu amoureux que certaines filles envisagent de jouer avec les garçons, celles-ci sont trop souvent perçues comme celles que les garçons ont pu se faire, mais pas comme des complices qu'ils placent sur pied d'égalité.

Si mai 68 a changé peu de choses dans la géographie amoureuse et familiale de mon petit pays, le sida, lui, a débarqué en force. On nous distribue la BD JO en guise de sensibilisation à la nouvelle maladie. Pas d'explication. Juste la BD. Je la découvre allongée à plat ventre sur le lit de ma chambre. Quelques mois (c'est en tout cas l'impression que donne la trame de la BD) après avoir couché avec un garçon séropositif, Jo meurt du sida. Il a suffi d'une seule fois pour que la jeune fille, splendide de jeunesse et de chair, maigrisse jusqu'à devenir cadavérique et disparaisse. L'image de Jo me poursuivra toute ma vie.

Je suis tombée amoureuse de Christophe, mais dans cet élan il y a une forme de choix. J'ai la certitude que j'aimerais d'autres hommes, et cette perspective m'attire comme un champ d'aventures merveilleux. Mais par ailleurs je me sou mets à l'assignation d'être une fille bien, ou plutôt, je fais mine de m'y soumettre, c'est-à-dire, une fille qui couche seulement pour rester ensuite dans une relation qui dure. Je m'y sou mets, car je refuse absolument d'être brandie comme le trophée des premiers ébats sexuels de mes camarades de gymnase.

Ce qui m'attire en dehors d'une relation officielle, c'est ce qui se trouve à la périphérie de la relation, ce qui est clandestin, ambigu. J'aime le lien que j'entretiens avec Boris, plus petit que moi, pas vraiment beau, mais volubile, drôle, tactile.

On monte à pied le long des gorges de la rivière depuis le village de plaine, emprunte le sentier qui mène aux sources d'eau chaude, on s'y précipite avec bonheur après la marche. On s'arrête dans une clairière, grille une saucisse, fume un joint; on regarde les nuages qui passent dans le ciel, longtemps; on rit beaucoup, écoute le chant de la rivière; on s'endort sans même monter une tente.

J'aime aussi Raphaël, qui me propose de dormir chez lui de retour de discothèque, qui me promet qu'il n'en dira rien à personne, qui change les draps chaque fois que je dors dans son lit. Qui me laisse repartir de chez lui sans déjeuner, sans café, sans douche, sans rien lui devoir, en ne sachant pas quand je le reverrai, mais confiante que cela arrivera. |

Nadia Boehlen



© Simon Mäder

ZÜRICH PRIDE : LES DROITS DES TRANS EN LIGNE DE MIRE

Les personnes transsexuelles sont récemment devenues la cible privilégiée des politiques conservatrices et font l'objet de nombreuses vexations et discriminations à travers le monde. L'édition 2022 de la Pride leur est dédiée.

Samedi 18 juin, Zürich fera la part belle aux personnes transgenres. Une fois de plus, le désormais traditionnel défilé de la *Pride* traversera le centre-ville, et Queeramnesty sera comme toujours de la partie avec son propre char, encerclé par des activistes ainsi que des personnes réfugiées qu'iels soutiennent. Cette édition de la *Pride* est consacrée à la situation juridique des personnes transgenres et les défis auxquels elles sont confrontées. Avec pour objectif qu'elles puissent à l'avenir vivre leur diversité sans restriction, ni exclusion.

Le moment est d'autant plus opportun que le débat sociétal porté par les courants conservateurs s'est progressivement détourné des lesbiennes et des gays pour se concentrer sur les personnes trans. Ainsi, de nombreux États américains ont adopté des lois visant à leur rendre la vie plus difficile. Notamment en leur compliquant – quand ils ne leur interdisent tout simplement pas – l'accès aux compétitions

sportives dans les écoles, ainsi qu'aux soins médicaux liés aux adaptations de genre.

Le festival des fiertés de Zurich débutera dès le 17 juin au Kasernenareal, où Queeramnesty tiendra un stand. Queeramnesty défilera également lors des *Prides* de Coire (le 4 juin) et de Bulle (les 24 et 26 juin) ainsi que de Friedrichshafen (le 23 juillet) et se réjouit de votre participation.

Ralf Kaminski

Plus de détails :
zurichpridefestival.ch, khurpride.ch, bullepride.ch,
queeramnesty.ch

SUISSE

LE SEXE SANS CONSENTEMENT EST UN VIOL

Il est essentiel que la révision du droit pénal en matière sexuelle reconnaisse la nécessité du consentement avant tout rapport sexuel. Un sondage représentatif réalisé par Amnesty et gfs.bern montre que la majorité des personnes interrogées soutient la solution « Seul un oui est un oui ».

Le Parlement rendra une décision sur la révision du droit pénal sexuel au terme de sa session d'été. Nous sommes sur la dernière ligne droite pour prouver à nos élu-e-x-s que le principe « Seul un oui est oui », qui plaide pour des rapports sexuels basés sur la notion de consentement mutuel, est le seul à réellement protéger l'autodétermination sexuelle. L'alternative discutée au Parlement est la solution « Non c'est non », soit le fait d'exprimer clairement son refus. Inadaptée et déconnectée de la réalité, cette option ignore l'effet de sidération qui touche 40% des victimes de violences, les empêchant de réagir en raison du choc subi.

Ce n'est pas seulement l'opinion d'Amnesty, mais aussi celle d'une bonne partie de la population établie en Suisse. Selon un sondage de gfs.bern publié en avril dernier, 45% des personnes interrogées considèrent que la solution du « Seul un oui est un oui » est celle qui

protège le mieux les victimes d'abus (contre 27% en faveur du « Non c'est non » et 13% pour un *statu quo*). Par ailleurs, les sondé-e-x-s sont 85% à estimer appliquer le principe du consentement dans leurs rapports sexuels.

L'enquête démontre qu'en Suisse, la population est prête pour la solution « Seul un oui est un oui ». Il est temps que les parlementaires écoutent son point de vue.

Cyrielle Huguenot

Signez notre pétition pour exiger une réforme moderne, basée sur le consentement. Appelez le Parlement à se prononcer en faveur de « Seul un oui est un oui » pour prévenir les violences sexuelles!

PÉTITION

POUR UN DROIT PÉNAL SEXUEL BASÉ SUR LE CONSENTEMENT

La loi suisse doit protéger l'autodétermination sexuelle et reconnaître qu'un rapport sexuel sans consentement est un viol. Appelez le Parlement à adopter la solution «Seul un oui est un oui» dans le droit pénal suisse en matière sexuelle

SCANNEZ LE CODE QR POUR
LA PÉTITION EN LIGNE :



| Nom | Prénom | Adresse | Signature |
|-----|--------|---------|-----------|
| 1 | | | |
| 2 | | | |
| 3 | | | |
| 4 | | | |
| 5 | | | |



SURVOLER LES INÉGALITÉS

Une association de parapentistes de la communauté LGBTQIA+ s'est lancée le défi de survoler les Alpes cet été pour attirer l'attention sur les discriminations.

De Grenoble à Vienne, avec le vent comme seul soutien. C'est le défi que se sont lancés les trois parapentistes de *Transalps*, une association LGBTQIA+ qui cherche à sensibiliser le public contre toutes les formes de discrimination. Cet été, Alex, Andy et Michi se sont donc fixé l'objectif de survoler les Alpes d'ouest en est, au départ de Grenoble. Avec le but de lever des fonds en faveur d'une organisation qui lutte contre les différents aspects de la discrimination. Leur choix s'est porté sur Amnesty International.

« Au final, le but de l'aventure c'est le trajet, et non le point d'arrivée. Il faut profiter du moment présent et ne pas trop penser à la progression. C'est comme ça qu'on aura le plus de chance que tout se passe bien. »

Andy, fondateur de l'association *Transalps*

Pour Andy, le fondateur de l'association, le mouvement « *Black Lives Matter* » a été un véritable déclic. Il a pris conscience de l'ampleur des discriminations – inégalités salariales entre les genres, menaces contre les couples LGBTQIA+ qui s'exposent à des crimes de haine et

subissent des inégalités dans leurs droits à l'accès à la médecine reproductive, discrimination envers les personnes racisées, à l'embauche notamment – qui ont cours en Europe, et en Suisse en particulier.

Parallèlement, l'envie de traverser les Alpes anime Andy depuis longtemps. C'est ainsi qu'a germé l'idée de profiter de l'attention que générera son défi sportif pour sensibiliser le public et lever des fonds en faveur d'Amnesty. Les trois parapentistes se laissent deux semaines pour traverser les Alpes au départ de Grenoble. La règle est simple : voler ou marcher avec son équipement sur le dos. Avec deux exceptions, le droit d'utiliser les remontées mécaniques si elles mènent au site d'envol et celui de s'abriter et de faire une pause dans le périple si les conditions météorologiques sont trop mauvaises. Un quatrième membre de l'association, Luis, est responsable de les accompagner au sol et de les aider à préparer leur bivouac. Jean-Marie Banderet

Jusqu'à la fin du mois de juillet, vous pouvez soutenir leur aventure en faisant un don via le QR code ci-contre :



À NOUVEAU RÉUNI-E-X-S

Samedi 14 mai, la Conférence annuelle d'Amnesty Suisse a renoué avec la convivialité traditionnelle. Une centaine de personnes se sont retrouvées à l'Eventfabrik, à Berne, pour échanger dans des discussions animées, participer à des ateliers et rencontrer le Comité et les membres du Secrétariat. L'occasion aussi de se mettre en scène pour montrer leur soutien à la campagne sur la révision du code pénal en matière sexuelle basée sur le consentement.

AMNESTY-BOUTIQUE

Nos produits sont fabriqués de manière durable et éthique.

PLUS DE PRODUITS DURABLES ET ÉQUITABLES SUR SHOP.AMNESTY.CH

NOUVEAU GOURDE SIGG DORÉE

Gourde Sigg classique en aluminium (0,6 litre). Laque dorée transparente et lisse. Fabrication Suisse.

Art. 2300.021.E / Fr. 25.–

Autres couleurs disponibles sur shop.amnesty.ch



LANIÈRE PORTE-CLÉS

Tour de cou porte-clés (lanyard) griffé Amnesty International, avec mousqueton et anneau. Pratique pour clés, badges, etc. Fabriqué en Italie à partir de PET 100% recyclé (polyester).

Art. 2300.024 / Fr. 5.–



TASSES À ESPRESSO

Faïence émaillée blanche, avec bord et logo Amnesty noirs. Hauteur 7,5 cm, contenance 10 cl.

Carton de 3 pièces. Fabriqué en Pologne.

Art. 2300.046 / Fr. 30.–

PARAPLUIE

Tige acier avec double automatisme, diamètre ouvert: 97 cm. Provenance: Chine.

Art. 2300.032 / Fr. 25.–



JE COMMANDE LES ARTICLES SUIVANTS

| Quantité | Nom de l'article | Taille | Art. N° | Prix |
|----------|------------------|--------|---------|------|
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

Nom: _____ Rue: _____

Lieu: _____ E-mail: _____

Tél.: _____ Signature: _____

Numéro de membre / client-e-x (si connu): _____

Envoyez vos commandes à Amnesty International, case postale, 3001 Berne ou commandez sur notre boutique en ligne: shop.amnesty.ch